

42. P. Rethmann, « Chto Delat? Ethnography in the Post-Soviet Cultural Context », *American Anthropologist*, n° 4, décembre 1997, p. 772.
43. Guobin Yang, « China's Zhiqing Generation. Nostalgia, Identity, and Cultural Resistance in the 1990s », *Modern China*, n° 3, juillet 2003, p. 287.
44. Des statistiques récentes montrent que les femmes sont encore très mal représentées au niveau des instances dirigeantes : il n'y a aucune femme au poste de gouverneur de province (une seule femme occupe le poste de gouverneur adjoint) ; deux chefs de district (sur un total de 143) sont des femmes, et 146 sur un total de 8 726 chefs de village. Le pourcentage de femmes à l'Assemblée nationale est légèrement supérieur à 25 % (29 députés sur 115). La proportion de femmes au sein du comité central du Parti (le plus puissant organe du régime, après le *Politburo*) stagne et n'a plus augmenté par rapport à son plus haut niveau atteint en 1982, soit quatre membres, sur un total variant de 55 à 60 membres (Union des femmes laotiennes, *Pavat mounsiou sahaphan mènying lao*, Vientiane, 2010 : pp. 158-159).

FRANÇOIS GUILLEMOT

Ingénieur de recherches à l'Institut de l'Asie Orientale (ENS Lyon)

De l'invention et de l'usage de « l'ennemi intérieur » Vraie et fausse contre-révolution au Nord-Vietnam 1945-1967

« Une fois en place, le pouvoir révolutionnaire n'a pas résolument éliminé les traîtres de tout acabit, n'a pas pris les mesures énergiques qui s'imposaient contre les colonialistes français et leurs valets. Ce fut le troisième point faible de la Révolution d'août. »

Truong Chinh, *La Révolution d'août*, 1946

« La police révolutionnaire est une arme tranchante de la dictature du prolétariat. »
Ho Chi Minh, *Discours aux forces de Sécurité*, 29 avril 1963

En exergue d'un article retraçant l'affaire d'espionnage PY27, publié le 5 juillet 2007, le journaliste vietnamien Nguyen Duc Tuan, reprenant les propos de Sedgwich Tourison, soulignait :

« Les services de Sécurité vietnamiens sont encore plus talentueux que la CIA même !. »

Ce propos d'un ancien agent de la CIA, utilisé par le journaliste pour glorifier l'efficacité de la *Cong An* – la Sécurité publique vietnamienne – est frappant. En poste à Saigon pendant les années 1960-1970, Tourison fut un spécialiste des affaires d'espionnage qui ont rythmé les relations entre la République

démocratique du Vietnam du Nord (RDVN) et la République du Vietnam (Sud) pendant les années de guerre². Tourison est l'auteur d'un ouvrage retraçant les opérations d'espionnage conjointes américano-sud-vietnamiennes, téléguidées par la CIA contre le Nord-Vietnam dans les années 1960, dont la plus représentative est connue sous le sigle OPLAN 34-A³. Si l'ouverture d'archives américaines nouvelles sur la guerre du Vietnam a permis, depuis 1993, de mieux comprendre les missions clandestines des commandos sud-vietnamiens contre la RDVN, d'offrir au lecteur un pan de l'histoire de cette guerre secrète et enfin d'analyser l'échec de ces missions du côté des vaincus, qu'en est-il du côté des vainqueurs? Comme chacun sait, les informations sensibles, notamment celles liées à la sécurité intérieure et à la défense nationale du Vietnam, sont très difficiles à appréhender, précisément à cause d'un accès aux sources très limité.

Cependant, depuis le début des années 1990 et notamment depuis l'injonction officielle du ministère de l'Intérieur de la RDVN pour mettre en œuvre l'élaboration d'une histoire officielle de la Police populaire (*Cong An Nhan Dan*), des dizaines de publications régionales ont vu le jour, retraçant les «affaires» importantes relevant de cette histoire officielle⁴. En 2006, le ministère de la Sécurité publique (*Bo Cong An*) faisait éditer un imposant ouvrage commémorant les soixante ans d'existence de la Police populaire en rappelant sur près de 1 500 pages les exploits de cet organisme à travers cinq périodes clés, chronologiquement identifiées⁵. Cette histoire en construction est perceptible dans des articles de presse commémorant les principales affaires constitutives d'une «mythologie policière».

Ainsi, le 27 janvier 2005 à Hanoï, à l'occasion du soixantième anniversaire de la fondation de la Police populaire du Vietnam, un concours public fut lancé sur le thème : «La Police populaire du Vietnam pour une vie paisible» (*Cong an nhan dan Viet Nam vi binh yen cuoc song*)⁶. Si l'on sait relativement peu de choses sur le déroulement du concours, sur ses participants, le résultat d'une question relative aux quatre faits d'armes pour les quatre périodes – 1945-1954, 1954-1975, 1975-1986 et 1986-2006 – est néanmoins connu car il a fait l'objet de plusieurs articles dans la presse. Les affaires les plus représentatives du palmarès de la Sécurité vietnamienne sont énumérées : l'affaire On Nhu Hau en 1946, l'affaire de l'attentat contre l'avisodragueur Amyot d'Inville en 1950 ou affaire A13, l'affaire C30 en 1958, l'affaire PY27 en 1961 (*Phu Yen 27*) et l'affaire CM12 en 1984 (*Ca Mau 12*)⁷. Ces affaires sont intéressantes car elles font sens sur une période de près de quarante ans et répondent à une logique sécuritaire qu'il convient de dater, de décrypter et d'analyser en tant que processus. Cette courte étude s'applique à retracer la genèse d'un processus qui trouve sa source

dans les années 1920, jusqu'à son développement dans les années 1960 avec la rédéfinition de l'ennemi intérieur «contre-révolutionnaire».

Il convient, en premier lieu, de dresser le portrait de l'ennemi intérieur à combattre, visible à travers la presse, les textes politiques et les mémoires d'acteurs, et de considérer sur quoi repose la mythologie sécuritaire de la RDVN, sur quelle base fondatrice elle s'appuie. Il s'agit de définir la «culture sécuritaire» de ce nouvel État-nation né en 1945.

Mais il est aussi important de s'intéresser à l'affaire d'espionnage dénommée «C30», en tant que première affaire d'envergure débutant un cycle d'opérations de subversion menées par le Sud contre le Nord. Dans quelle mesure cette affaire inaugure-t-elle la formule des procès politiques de la RDVN liés à la sécurité intérieure et au paradigme «intérieur / extérieur»? Les conséquences sur un plus long terme doivent être déterminées. Des sources vietnamiennes variées et des études comparatives du phénomène des procès politiques en URSS, en Chine ou dans les pays communistes d'Europe de l'Est apportent un éclairage sur le processus sécuritaire vietnamien au sein du monde communiste⁸.

Rappelons en quelques mots ce que nous entendons par «ennemi intérieur». Dans leur étude sur l'ennemi intérieur, Ayse Ceyhan et Gabriel Périès ont bien démontré l'imprécision de cette expression, renvoyant à deux usages différents, celui de «l'ennemi intérieur» (*internal enemy*) et celui de «l'ennemi de l'intérieur» (*enemy from the inside / enemy within*) :

«L'ennemi n'est pas seulement celui qui est purement intérieur et totalement intime, il est aussi celui qui se déplace de l'extérieur vers l'intérieur ou celui qui agit depuis l'intérieur où il est infiltré⁹.»

Les auteurs remarquent justement que cette indétermination de l'ennemi permet de jouer sur les ambiguïtés et qu'ainsi, «selon les contextes, l'ennemi intérieur sera représenté par une figure différente». Ils soulignent enfin que :

«L'ennemi intérieur est une production discursive [...]. Dès lors, s'inscrivant dans des contextes socio-historiques particuliers et changeants, la construction de l'ennemi intérieur est mouvante.»

S'il n'existe pas d'ennemi intérieur en soi et s'il semble impossible d'en théoriser le mécanisme en tant que pratique univoque et homogène, la configuration et la délimitation de ce concept sont possibles à travers l'identification qu'en proposent les États pour justifier leur action. Ces quelques remarques

préliminaires nous mènent naturellement à interroger les pratiques discursives de la RDVN servant à identifier cette catégorie sociale à risques. Elles nous permettent de réfléchir sur cet ennemi logé au sein du corps social – quel intérieur? Intérieur de quoi? – comme construction politique et historique – ennemi de qui? De quoi? – et de comprendre dans quel contexte historique et conjoncture il apparaît. Qu'est-ce qui caractérise cette «construction mouvante»?

Enfin, dernière remarque importante, nous ne pouvons analyser ici le processus par son contenu car cela impliquerait d'avoir accès aux archives les plus sensibles liées à la Sécurité intérieure de la RDVN d'alors. À travers elles, nous pourrions entrer dans les procédures, saisir les mobiles, les accusations, les jugements, les aveux et les condamnations. Malgré cet écueil, il est possible de dessiner les contours d'un processus qui repose sur une idéologie et une rhétorique affichées à travers la presse et d'autres documents écrits importants – mémoires, histoires officielles de la Police populaire, rapports politiques, romans, entretiens – qui forment un éventail de sources riches et utiles mais non exemptes de pièges ou manipulations.

« ÉLIMINER LES TRAITRES VIETNAMIENS »

Au Vietnam, les premières identifications d'un ennemi intérieur ne datent pas de 1945, l'année qui consacra la révolution dirigée par le Vietminh, la prise du pouvoir par ce dernier et l'avènement de la République démocratique du Vietnam le 2 septembre. Avant cette date, des sections d'assassinat (*doi am sat / doi AS*) visant à anéantir «les agents de la Sûreté coloniale, les hommes de mains réactionnaires à la solde des Français et des Japonais» furent mise sur pied pour répondre à la directive du comité central du Vietminh du 7 mai 1944 préparant à l'insurrection¹⁰. Un an plus tard, le 15 mai 1945, les cadres du comité du Nord du Parti communiste indochinois (PCI) (*Xu Uy Bac Ky*) instaurent des commandos d'élimination des traîtres (*Doi danh du tru gian*, littéralement Détachement d'honneur d'élimination des traîtres), sorte d'unités mobiles formées de quelques individus chargés d'assassiner les personnalités politiques concurrentes susceptibles de gêner le Vietminh dans son accession au pouvoir¹¹. Leur terrain d'action était essentiellement urbain, et en particulier à Hanoï, «lieu concentrant l'appareil de répression et les hommes de main dangereux¹²». Leur mission consistait à «éliminer les traîtres vietnamiens particulièrement réactionnaires, les hommes de main spéciaux de la Sûreté française et de la gendarmerie japonaise, les chefs de file des partis réactionnaires¹³». L'apprentissage de cette méthode de travail remonte aux années 1920, lorsque

le jeune Nguyen Ai Quoc (futur Ho Chi Minh), alors âgé de 34 ans, se rendit en URSS et intégra le Komintern, l'organisation de Staline missionnée pour exporter la révolution hors des frontières de l'URSS¹⁴. Nombre de cadres asiatiques furent formés à Moscou et leur apprentissage politique passait à n'en pas douter par l'importante question de la sécurité des groupes clandestins, de la distinction, selon les méthodes léninistes éprouvées, des bons et mauvais partenaires, et sur l'identification rapide des concurrents et adversaires du communisme kominternien¹⁵. Tran Phu, Le Hong Phong, Ha Huy Tap, Tran Van Giau ou Duong Bach Mai sont connus pour avoir suivi de telles formations. D'autres apprentissages aux méthodes léninistes se faisaient en Chine du Sud, dans les écoles du Guomindang – notamment la célèbre Académie militaire de Whampoa – ou dans les bases communistes chinoises, comme l'illustre le parcours du général Nguyen Son. Pour les communistes vietnamiens, Lénine, le maître à penser de la lutte contre les ennemis du système, reste la référence textuelle incontournable, notamment son credo de 1919 intitulé «Se prévenir des espions»¹⁶.

Cependant, d'autres sources d'inspiration ont contribué à l'élaboration de la Sécurité communiste vietnamienne. En matière de renseignement, les talents de Ho Chi Minh furent mis à contribution par l'OSS – l'Office of Strategic Service américain – lorsque la Chine du Sud se révéla être une zone privilégiée pour surveiller le déroulement de la guerre du Pacifique et des manœuvres japonaises en Indochine¹⁷. Si la conduite des opérations japonaises intéressait l'OSS, à l'inverse le savoir faire militaire japonais intéressait au plus haut point le Vietminh, friand d'expériences pour sa propre conquête du pouvoir. Dans un article précurseur, Christopher Goscha souligna l'importante contribution des déserteurs japonais à l'armée populaire vietnamienne en gestation, notamment sur le plan technique et dans le domaine du renseignement¹⁸. Comme il le démontre dans une autre étude, dès le milieu de 1945, les cadres du PCI en charge de la sécurité furent impressionnés par les méthodes de la Sûreté coloniale, devant l'importance quantitative et qualitative des renseignements recueillis par ce service¹⁹. Le fichage des suspects, l'infiltration des groupes politiques, les filatures, les interrogatoires soigneusement retranscrits donnent un aperçu de la richesse des méthodes utilisées. Ce sont autant de documents qui forment aujourd'hui un matériau complexe, souvent difficile à appréhender pour l'historien²⁰. Cette influence des méthodes coloniales sur les révolutionnaires poussa Georges Boudarel à considérer «l'exemple de la Sûreté coloniale» avec gravité pour expliquer les méthodes d'assassinat des membres du Parti national (le VNQDD) par les communistes en 1946. Cependant, sa

démonstration d'un mimétisme dans l'action politique criminelle apparaît un peu forcée car elle repose entièrement sur la thèse du complot développée par le Vietminh à cette époque²¹.

Quoiqu'il en soit, l'importance de la maîtrise d'un service de renseignement efficace capable de détecter les dangers potentiels pour la jeune RDVN fut comprise très tôt à l'aune des expériences moscovite, chinoise, japonaise, indienne et enfin française²². Les premières missions de surveillance se focalisèrent sur les groupes politiques concurrents et le recrutement des futurs cadres. Les histoires hagiographiques de la «révolution d'août 1945» mettent en avant le premier ennemi identifié par les cadres du PCI sous le vocable de «bon AB» (la clique AB) soit les Anti-Bolcheviks. Selon l'historiographie officielle, les éléments AB étaient des agents infiltrés par la Sûreté coloniale dans l'organisation communiste pour la détruire pendant la délicate période que traversa le PCI entre 1939 et 1945²³. Se basant sur une enquête de Roger Faligot et Rémi Kauffer, Boudarel souligne d'ailleurs l'origine chinoise de cette tactique d'infiltration de l'adversaire communiste, initiée par Chiang Kai-shek en 1927²⁴. C'est à cette époque qu'apparaît la figure de l'«espion intérieur» (*noi gian*), identifiée comme telle²⁵.

À partir des années 1936-1937 et surtout de la rupture du front unifié communiste au sein du Congrès indochinois de Cochinchine, les «ennemis intérieurs au communisme» furent rapidement désignés comme étant les trotskistes envers lesquels Lin, le futur Ho Chi Minh, éprouvait une haine clairement exprimée²⁶. Ces derniers furent une des cibles prioritaires de la révolution d'août car il n'y avait pas de place pour deux communismes au Vietnam. Autre adversaire privilégié, le *Quoc Dan Dang* (Parti national) fut désigné par le 1^{er} Congrès du Thanh Nien tenu à Hong-Kong en mai 1929 comme étant le parti révolutionnaire à abattre :

«[Le Congrès] décide [...] de combattre de toutes ses forces le *Quoc Dan Dang* et autres groupements similaires dont l'action compromet l'avenir de la révolution et nuit aux intérêts du peuple²⁷.»

Cette profession de foi explique pourquoi, depuis sa création par le PCI en mai 1941, le front Vietminh mit un point d'honneur à prendre pour cible les autres formations nationalistes révolutionnaires susceptibles de le concurrencer. Ainsi les alliances nationalistes organisées par le Dai Viet – ce parti ayant remplacé l'audience du VNQDD à l'intérieur du pays – furent particulièrement visées par les comités d'assassinat du PCI dès le renversement du pouvoir colonial français par les Japonais le 9 mars 1945²⁸. La genèse de l'identification

d'une cible politique «*Quoc Dan Dang*» peut être décelée dans les événements qui survinrent en Chine du Sud en 1927 lorsque la coalition Guomindang-PCC éclata. Ho Chi Minh, alias Ly Thuy, alors agent du Komintern et chef du mouvement Thanh Nien, fut le témoin direct de l'affrontement sanglant déclenché par les nationalistes chinois contre leur allié politique communiste. Il fut également en danger personnel et tira un enseignement sur les futures alliances possibles avec les nationalistes. En aucun cas, quelles que soient les circonstances, les communistes ne devaient lâcher la direction des opérations²⁹. C'est également en 1927 que fut créée en Chine la ligue AB (anti-bolchevik) et cela n'a pas dû échapper aux communistes vietnamiens alors présents sur le territoire chinois³⁰. Ceci explique peut-être la raison pour laquelle un chercheur vietnamien contestait l'existence même de cette «clique AB» au Vietnam, vraisemblablement une pure construction au service d'une histoire révolutionnaire sino-vietnamienne³¹.

Ainsi, bien en amont des futures cibles de 1945, le Parti national (VNQDD) de Nguyen Thai Hoc constituait l'adversaire privilégié des premiers cadres communistes vietnamiens³². Ce phénomène fut particulièrement remarquable dans la guerre sanglante que se livrèrent les deux partis politiques (PCI contre VNQDD) au sein des bagnes coloniaux, notamment à Poulo Condor, la fameuse «université rouge» qui offrit au Vietnam révolutionnaire ses cadres les plus importants³³. Les premiers opposants nationalistes à être exécutés sur ordre de Vo Nguyen Giap et Tran Huy Lieu, en septembre 1945, furent d'anciens rivaux politiques du PCI au bagne de Poulo Condor. Ce n'est pas un hasard si la répression contre le VNQDD fut, à partir de septembre 1945, menée précisément par d'anciens transfuges du VNQDD, ralliés au Vietminh comme Tran Huy Lieu – lui-même ancien prisonnier de Poulo Condor et ministre de la Propagande – ou Bui Duc Minh, chargé des affaires politiques au sein de la *Cong An*³⁴.

Après la prise du pouvoir par le Vietminh à la fin du mois d'août 1945, la question s'est très vite posée de son maintien au pouvoir et par conséquent de la mise en place d'une Sécurité publique (*Cong An*) aux ordres du PCI. C'est ce qui apparaît dès le 5 septembre 1945, lorsque, par la voix du journal officiel (*Cong Bao*) et la signature de Vo Nguyen Giap, le nouveau pouvoir décrète l'interdiction de deux partis clés du mouvement nationaliste qui jouèrent un rôle non négligeable entre mars et août 1945 : le Dai Viet Quoc Dan Dang (Parti national du Grand Vietnam) et le Dai Viet Quoc Xa (Parti national-socialiste du Grand Vietnam)³⁵. Sur le modèle léniniste, une méthode d'extirpation des traîtres intérieurs (*bai tru noi phan*) fut mise en œuvre par la nouvelle police politique de Hanoi contre les partis réactionnaires interdits³⁶. Pour les autorités

de la RDVN – et donc du PCI –, leur maintien au pouvoir découlait de la question essentielle de la sécurité. Se maintenir à tout prix et légitimer son action dans le contexte particulièrement difficile de la division du territoire national en deux entités chargées de déposer l'armée japonaise – les Chinois au nord et les Britanniques au sud – restaient pour l'heure deux objectifs prioritaires. À Hanoï, où le centre vital du pouvoir se localisait autour de Ho Chi Minh et du comité central (*Tong bo*) vietminh, la question du contrôle des forces de la Sécurité publique était donc cruciale, et ne devait pas échapper aux dirigeants du PCI. Or, les nouvelles autorités étaient sévèrement vilipendées par les nationalistes révolutionnaires du Front QDD (Mat Tran QDD, Front des partis nationalistes) et du DMH (Viet Cach, Ligue révolutionnaire du Vietnam)³⁷. Le caractère communiste du Front Vietminh, largement à la solde du PCI, était vigoureusement dénoncé dans la presse nationaliste et dans les virulents messages diffusés par les haut-parleurs des sièges des partis anticommunistes. La stratégie adoptée fut de faire profil bas pour laisser passer l'orage tout en s'assurant le contrôle des forces de sécurité pour instaurer la dictature du Parti communiste.

Dans le contexte du gouvernement provisoire nationaliste de janvier 1946, le Vietminh s'empessa ainsi de «blanchir» les têtes (*boi trang cai dau*) pour donner l'illusion que l'appareil de Sécurité n'était pas dans les mains des cadres du PCI³⁸. Ce n'était que pure illusion car si la tête était blanche, le cœur était bien «rouge» et n'empêchait nullement de poursuivre «le plan d'élimination des contre-révolutionnaires» (*ke hoach diet tru bon phan cach mang*)³⁹. Cette opération tactique du Vietminh répondait directement à l'insistance du Guomindang, demandant d'offrir aux partis d'opposition une participation aux affaires de l'État, y compris dans le domaine sécuritaire avec l'émergence de la *Cong An* vietnamienne.

Au fil des invectives publiées dans la presse du Vietminh, le vocabulaire politique de l'époque s'enrichit de nouveaux termes pour désigner l'ennemi intérieur, qu'il soit «réactionnaire» (*phan dong*), «contre-révolutionnaire» (*phan cach mang*), «traître» (*Viet gian, phan quoc*) ou encore «les valets, les hommes de main» (*bon tay sai*)⁴⁰. Pour bon nombre de partisans du Vietminh comme Vo Nguyen Giap, Tran Quoc Hoan, Le Gian ou encore le poète Xuan Dieu, la lutte contre le «*Quoc Dan Dang*» marqua la genèse de leur action politique et resta l'acte politique fondateur qui les guiderait tout au long de leur vie⁴¹.

Dès le retrait des troupes chinoises du Nord-Vietnam au mois de juin 1946, les forces spéciales de la Sécurité publique, incarnées par la Police d'assaut (*Cong an xung phong*, CAXP) et dirigées par le PCI, entreprirent l'éradication (*tieu diet*), le nettoyage (*truy quet*) des forces nationalistes encore solidement

implantées à Hanoï et dans les principales grandes villes du Nord, par exemple à Vinh Yen, l'une des places fortes du Front QDD. Des opérations visant à éliminer physiquement l'opposition nationaliste révolutionnaire furent déclenchées le 12 juillet 1946 sur ordre de Vo Nguyen Giap et de Le Gian, alors que le président de la RDVN était en France pour négocier à la conférence de Fontainebleau les modalités de l'indépendance du Vietnam⁴². Cette violente répression policière menée par les forces de la Police d'assaut, formées de cadres communistes sûrs, dura jusqu'au déclenchement du conflit avec la France le 19 décembre de cette même année, mais sans avoir pu être menée à son terme, c'est-à-dire sans parvenir à éradiquer totalement les partis ennemis. Si des figures emblématiques avaient été arrêtées et promptement exécutées dès septembre 1945 – comme Nguyen Ngoc Son (VNQDD), Nguyen The Nghiep (VNQDD), Vo Van Cam (nationaliste) dès septembre 1945 au Nord, Ngo Dinh Khoi (monarchiste), Pham Quynh (monarchiste) au Centre ou Pham Van Hum (trotskiste) et Ta Thu Thau (trotskiste) au Sud –, bon nombre de leaders de l'opposition s'étaient déjà réfugiés en Chine en juin 1946⁴³. Ce fut le cas de Nguyen Tuong Tam, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire de janvier 1946, intellectuel reconnu et chef respecté du Dai Viet Dan Chinh, ou des cadres de moindre importance du Dai Viet et du VNQDD qui allaient jouer un rôle important dans la mise en place de la future «solution Bao Dai» à partir de 1947, à l'instar de Nguyen Ton Hoan (DVQDD), Tran Van Tuyen (VNQDD) ou Luu Duc Trung. D'autres chefs nationalistes comme Truong Tu Anh, leader du Front QDD, et Ly Dong A, chef du Dai Viet Duy Dan, disparurent définitivement à la fin de l'année 1946⁴⁴.

Pendant la période de la guerre, entre 1946 et 1954, le Vietminh, replié dans ses bases sécurisées (ATK) et zones de résistance, mit tout en œuvre pour poursuivre l'épuration politique déclenchée ouvertement depuis 1945. Cela faisait partie des missions essentielles édictées lors de la première conférence nationale de la Sécurité publique du 16 mai 1947⁴⁵. Elle fut de nouveau explicite à travers la directive du 19 janvier 1948 intitulée «Détruire les autorités fantoches» (*Pha hoi te*) visant directement les institutions publiques du nouvel État nationaliste anticommuniste qui prenait corps et qui inquiétait au plus haut point les dirigeants de la RDVN⁴⁶. En matière de contre-espionnage, la politique fut déterminée lors de la IV^e Conférence des cadres du parti le 20 mai 1948 et de la III^e Conférence nationale de la police. Les questions de la sécurité interne furent débattues à partir d'un double objectif : «se défendre des espions et des ennemis intérieurs» (*de phong gian diep va noi gian*) pour tenter de répondre aux infiltrations réelles d'agents du Deuxième bureau ou de la Sûreté fédérale⁴⁷. Le

réseau d'agents secrets du Vietminh fut consolidé dans la zone baodaïste, principalement à l'intérieur des villes⁴⁸. Les commandos d'élimination des traîtres se focalisèrent sur l'ennemi intérieur, considéré à juste titre comme étant le plus opposé au communisme, c'est à dire les leaders des partis Dai Viet et VNQDD. C'est ainsi que les chefs Nhuong Tong (VNQDD), Buu Hiep (DVQDD), Do Van Nang (TNBQD) et Bui Huu Phiet (DVQDD), furent assassinés en 1949 et 1950⁴⁹. Ces quatre assassinats de personnalités symboliques se déroulant respectivement au nord, au centre et au sud démontraient combien le PCI, malgré son retrait dans la résistance, entendait peser sur le cours de l'histoire. Avec l'avènement, entre juin 1948 et mars 1949, d'un nouvel État vietnamien non communiste s'appuyant sur les partis nationalistes et notamment sur le Dai Viet, la conjoncture obligeait la RDVN à développer son système sécuritaire, et à renforcer le contrôle et la mobilisation de la population dans les zones qu'elle dirigeait.

À partir de janvier 1950, le processus d'affirmation d'un cadre institutionnel et juridique pour la lutte contre l'ennemi intérieur se précisa. D'importants textes furent rédigés à cet effet⁵⁰. La V^e Conférence nationale de la Sécurité publique de janvier 1950 et le Congrès du parti, du 21 janvier au 3 février, rappelèrent les tâches essentielles de contre-espionnage et « d'élimination des traîtres⁵¹ ». Une première opération de subversion, identifiée par le nom de code de son agent A13 (Hoang Dao [Nguyen Van Hoang]), aboutit au sabotage du croiseur Amyot d'Inville, amarré au large de Thanh Hoa⁵². Le 31 mai 1951, le comité central du Lao Dong Dang – le Parti des travailleurs du Vietnam (PTV) et ancien PCI – décida l'intensification des missions de renseignements. Dans les interzones Vietminh IV et V, des opérations contre le Quoc Dan Dang et les catholiques furent organisées au cours de l'année 1952. Une directive du 5 juin 1952 ordonna de réprimer les révoltes catholiques⁵³. Une autre directive (n° 133 / SL en date du 20 janvier 1953), émanant du président Ho Chi Minh, visait directement les « traîtres et les réactionnaires⁵⁴ ». Enfin, l'institution se paracheva avec la création du ministère de la Sécurité publique (*Bo Cong an*), le 16 février 1953, par décret de Ho Chi Minh qui plaça à sa tête Tran Quoc Hoan, l'homme fort du régime pendant plusieurs décennies⁵⁵.

Sans revenir ici de façon détaillée sur les affaires d'espionnage téléguidées par la RDVN depuis le maquis pendant la période de la guerre, il est nécessaire de s'arrêter à deux éléments importants. En premier lieu, malgré une certaine efficacité dans la conduite des opérations de terrorisme urbain, le Vietminh ne parvint jamais à déstabiliser le gouvernement de Bao Dai⁵⁶: d'une part, parce qu'il dut faire face à un redoutable appareil de sécurité du côté des forces fran-

co-vietnamiennes, notamment au Nord sous l'égide du gouverneur Nguyen Huu Tri, affilié au Dai Viet; et d'autre part, parce que la population dans son ensemble n'a pas donné suite aux grandes offensives militaires qui, selon Vo Nguyen Giap, auraient dû amorcer le soulèvement populaire contre le régime de Bao Dai. Si l'on en croit les histoires de la police populaire après 1954, le PTV eut quelques difficultés à reprendre le contrôle des services de la police de Hanoï car de nombreux cadres étaient affiliés au Dai Viet ou au VNQDD⁵⁷.

À partir des années 1950, avec le début de la Guerre froide et l'implication de la nouvelle République populaire de Chine dans le conflit franco-vietnamien, la résistance vietminh fut contrainte à mettre en œuvre une réorganisation en profondeur de ses services⁵⁸. Suite au durcissement de l'idéologie après la transformation du PCI en PVT, la résistance dut faire face à une érosion de ses forces internes avec la fuite d'un certain nombre de résistants nationalistes vers la zone Bao Dai. Cette contestation interne renforça un peu plus le sentiment que l'ennemi intérieur se trouvait au sein de la résistance et de la paysannerie, dans les zones contrôlées par le Vietminh. Pour faire face à cette érosion interne, le gouvernement de Ho Chi Minh, écarté de fait du pouvoir officiel et légal, fut contraint de reprendre sa problématique de l'espion intérieur (*noi gian*).

Le processus mis en place pour débusquer l'ennemi intérieur, à la fois ennemi politique et ennemi de classe, fut particulièrement éloquent pendant les premières expériences de réforme agraire, en décembre 1953, dans les zones dirigées par le Vietminh, comme l'a rappelé Hoang Van Chi⁵⁹. Sur cette évolution – incarnée par l'entrée de la RDVN dans une nouvelle phase –, Christopher Goscha souligne le besoin urgent, pour les dirigeants du parti, d'obtenir des informations fiables afin d'accélérer le processus de contrôle des populations considérées comme suspectes ou à abattre⁶⁰. À cette fin furent créées des sections de police (*CA Doan*) pour « assainir » la campagne de la réforme agraire en traquant les traîtres. C'est ainsi que 963 cadres de la Sécurité publique furent mobilisés pour son déclenchement⁶¹. Boudarel rappelle avec justesse que l'épuration du parti et de ses organisations « s'imbrique indissolublement dans la réforme agraire ». Elle en est même « l'élément moteur⁶² ». Il décrypte le processus qui permit de mettre en scène l'ennemi *Quoc Dan Dang*. « Comment dénoncer les propriétaires inexistants ? » s'interroge-t-il. Pour répondre à ce dilemme, l'accusation doit être portée sur « l'idéologie droitiste », cible idéale de la machine à épurer⁶³. Or, quel ennemi de classe et quel ennemi politique peut jouer ce rôle mieux que le *Quoc Dan Dang* ?

Illustration symptomatique, la construction d'un *Quoc Dan Dang* imaginaire, dangereux et cruel, n'a pas échappé à la littérature. Elle fut véhiculée

dans deux romans de Ha Minh Tuan parus respectivement en 1960 et 1963⁶⁴. Le premier, intitulé *Deux lignes de front (Hai tran tuyen)*, met en scène le jeune Tan aux prises avec un adversaire redoutable incarné par le *Quoc Dan Dang* pendant la période de confrontation sanglante avec le Vietminh, après la révolution d'août 1945. Le second roman, *Entrer dans la vie (Vao doi)*, relate les pérégrinations d'une jeune fille nommée Sen pendant la réforme agraire, que l'auteur critique à travers ses personnages. Il relate l'arrestation d'un jeune cadre du parti, au niveau du district, suspecté d'appartenir au *Quoc Dan Dang*. Les deux romans sont les deux facettes de l'imaginaire du *Quoc Dan Dang* véhiculé dans la société nord-vietnamienne des années 1960 : d'une part, celle d'un parti criminel fauteur de troubles incarnant la « réaction » et, d'autre part, celle d'une organisation fantôme, mise en scène de l'image négative forgée sur ce parti pour justifier les actions de répression du PTV pendant la réforme agraire. Dans les deux cas, le *Quoc Dan Dang*, imaginé et imaginaire, est un outil construit pour servir la propagande.

Une question relative à la construction du modèle *Quoc Dan Dang phan dong* (Parti nationaliste réactionnaire) mérite d'être posée en regard des restructurations des services de renseignement du Vietminh en accord avec les conseillers maoïstes envoyés au Vietnam au début des années 1950. Un modèle chinois, discuté par Christopher Goscha, a-t-il été appliqué⁶⁵? Selon Boudarel, cela ne fait aucun doute et il en apporte la démonstration dans son ouvrage. Quel pouvait être l'impact de ce « modèle chinois » sur les cadres du Vietminh pendant la résistance? Les conseillers chinois ont-ils imposé cet idéal-type du réactionnaire, contre-révolutionnaire incarné par le militant du *Quoc Dan Dang* au Vietnam, calqué sur le modèle du « réactionnaire Guomindang » chinois? Si l'on analyse l'affaire dite H122, déclenchée en 1948, qui déstabilisa un temps les organes de sécurité de la RDVN pris au piège d'une vaste campagne de désinformation politique, on peut penser que les germes de cet ennemi idéal-typique incarné par le *Quoc Dan Dang* étaient déjà solidement ancrés au Vietnam avant l'arrivée des conseillers chinois au tournant de la Guerre froide. La similitude entre les deux ennemis historiques des communistes chinois et vietnamiens, incarnés par les partisans nationalistes, a sans doute grandement contribué à favoriser une greffe chinoise. Cependant, l'implication de la Chine dans les affaires politiques et militaires de la RDVN en résistance puis pendant la réforme agraire n'a fait qu'amplifier un phénomène existant. Néanmoins, avec l'arrivée des conseillers chinois, une « méthode du pourcentage » fut appliquée à l'épuration des cellules du parti avec des conséquences désastreuses, comme le rappelle Boudarel :

« La méthode du pourcentage se révéla aussi nocive sur ce plan qu'elle put l'être vis-à-vis des prétendus gros propriétaires. Partant encore une fois de l'expérience chinoise, on estimait que 5 % des membres du Parti nationaliste Quoc Zan Dang s'étaient infiltrés dans les cellules et les organes pour les saboter du dedans. Cette proportion pouvait avoir été plus ou moins juste chez le grand voisin du Nord où le Guomindang était resté très longtemps au pouvoir. Tel n'était pas le cas au Vietnam⁶⁶. »

Cette implication chinoise ne fut d'ailleurs pas bien vécue par tous les dirigeants de la RDVN. Plusieurs stages d'auto-accusation qui se déroulèrent cette fois-ci au Yunnan, dans un camp d'instruction militaire (Yanshan) mis à la disposition de la RDVN mais sous encadrement chinois, provoquèrent des remous entre les deux partis communistes. Les cadres chinois appliquèrent si scrupuleusement la politique de « rectification idéologique » (*chinh huan*) aux hommes de troupe du Vietminh que certains furent poussés au suicide⁶⁷.

L'expérience chinoise eut un impact très clair et extrêmement négatif sur le communisme vietnamien. Toutes ces affaires démontraient que la question de l'ennemi intérieur était partie intégrante de la politique de « rectification idéologique » menée à la fois en Chine et au Vietnam. Ce rapport intime à l'ennemi intérieur était indissociable de la campagne idéologique de la « Réforme de la pensée » qui visait, à partir des années 1950, à instaurer en RDVN, sur le modèle maoïste, un « homme nouveau » purgé de ses influences antérieures « féodales, réactionnaires, capitalistes ou impérialistes⁶⁸ ». Pour ainsi dire, la figure idéale du *Quoc Dan Dang* était l'incarnation parfaite de la politique de « rectification idéologique ».

Les rapports politiques datant de cette période et servant à éduquer les masses regorgent d'exemple de mise en scène d'un *Quoc Dan Dang* pernicieux, infiltré dans le parti pour le détruire. La purge idéologique pouvait aller assez loin car, dans certains cas, la dissolution de la cellule contaminée était préconisée. À titre d'exemple, un rapport sur « la refonte des cellules du parti [*chinh don chi bo*] dans les zones nouvellement libérées » mentionne la présence de membres du *Quoc Dan Dang* et d'espions dans les cellules du parti à Thai Binh, à Bac Giang, à Ha Nam et Son Tay. À Ha Nam, huit cellules auraient été aux mains du *Quoc Dan Dang*. À Son Tay, l'infiltration aurait été telle que seule la dissolution était envisageable⁶⁹.

Cette figure d'un *Quoc Dan Dang* incarnant le réactionnaire idéal fut véhiculée dans les séances d'accusation publique (*dau to*) organisées au sein de la paysannerie pendant toute la période de la réforme agraire⁷⁰. Mais ces séances n'étaient pas la seule occasion, si l'on prend en compte les affaires touchant les

milieux intellectuels. L'écrivain Thuy An, seconde épouse du chef VNQDD Do Dinh Dao – un personnage clé de la période 1945-1946 – fut jugée pour espionnage⁷¹. Lors d'un entretien avec la critique littéraire Thuy Khue, l'écrivain Le Dat évoqua également la question cruciale du *Quoc Dan Dang* au sein de son parcours familial⁷². Autant dire que toute liaison filiale, familiale ou politique avec cet ennemi historique « nuisible » pouvait être rédhibitoire. C'est l'analyse que fait Boudarel de cette période :

« Un signe d'égalité fut pratiquement tiré entre anti-bolchevik [AB] et nationaliste d'une part, anti-bolchevik et gros propriétaire de l'autre. Avoir été membre du Viet Nam Quoc Zan Dang prochinois ou du Dai Viet projaponais devenait synonyme d'espion infiltré, même si l'on s'était sincèrement rallié au gouvernement Ho Chi Minh dès août 1945. Être fils de propriétaire ne valait pas mieux. Le passé effaçait le présent⁷³. »

Ainsi, le modèle chinois pouvait aisément s'accrocher à l'histoire révolutionnaire du Vietnam d'avant 1945 et au déroulement de la guerre subversive depuis le déclenchement du conflit franco-vietnamien.

Le spectre d'un *Quoc Dan Dang* subversif, omniprésent au sein de la résistance dans les années 1950, fut illustré par une incroyable affaire de désinformation orchestrée par les services français en 1948⁷⁴. Ce qui est frappant dans cette leçon de guerre psychologique connue sous le nom de code H122, c'est la façon dont les autocritiques et les aveux furent formulés. Au cours de l'automne 1948, les services de renseignement de l'armée Vietminh reçurent l'information que le Deuxième bureau français avait placé au cœur de la direction de l'Interzone du Viet Bac un de ses agents, sous le nom de code H122. Celui-ci aurait fourni des informations capitales sur les opérations militaires Vietminh à venir. Pour retrouver cet agent, une vaste opération de contrôle interne fut menée conjointement par la police et le service des renseignements militaires. Pendant plus d'un mois, des centaines de cadres et de combattants de cinq régiments furent arrêtés, interrogés et parfois torturés. Des personnes suspectées d'espionnage furent également arrêtées au sein de la population. Des piles de dossiers s'entassèrent. Les arrestations se poursuivirent et la suspicion toucha même les cadres dirigeants des régiments et des cadres de l'État-major de l'Interzone⁷⁵. De nombreuses personnes interrogées reconnurent leur appartenance à la fois au Deuxième bureau et à l'organisation *Quoc Dan Dang*.

Pour éclaircir cet imbroglio qui prenait une dimension de plus en plus paranoïaque, Ho Chi Minh et le comité central du parti firent appel à Tran Dang

Ninh, chef de la Commission centrale de contrôle (*Ban kiem tra trung uong*). Celui-ci prit l'initiative de faire cesser les arrestations et d'analyser scrupuleusement les centaines de dossiers comportant les aveux des inculpés. Les aveux compilés se ressemblaient étrangement car chacun des suspects avait reconnu être à la fois « un espion des Français et un membre du Parti national⁷⁶ ». La plupart avaient déclaré que le réseau du *Quoc Dan Dang* était présent à tous les niveaux de la hiérarchie militaire. L'enquête fut reprise à la base et, de fait, il s'avéra que de nombreux suspects avaient parlé sous la torture⁷⁷. Au terme de son enquête, Tran Dang Ninh put conclure que l'agent H122 n'avait jamais existé et que le *Quoc Dan Dang* ne s'était pas infiltré dans l'Armée populaire⁷⁸. La référence à un *Quoc Dan Dang* omniprésent, suggéré par les interrogateurs ou par les suspects eux-mêmes, était un signe de la persistance dans l'imaginaire de l'époque de cette organisation comme ennemi historique.

À la lumière de ce processus complexe mais récurrent depuis la fondation du PCI, une catégorisation de l'ennemi intérieur est-elle possible ? Des documents d'archives, émanant des services de la Sécurité publique de la RDVN et consistant en des listes de prisonniers ou de personnalités assassinées pendant la période 1945-1947, apportent à cette question un début de réponse⁷⁹. Si l'on prend au sérieux les affaires rapportées par la Sécurité publique entre 1945 et 1954, l'échelle de dangerosité de l'ennemi intérieur dans l'espace et dans le temps démarre à Hanoï pendant les journées révolutionnaires de 1945, puis se déplace dans les zones de la résistance nationaliste anticommuniste en 1946, pour s'étendre en périphérie dans les fiefs religieux et enfin chez les ethnies montagnardes. Sur 106 événements marquants évoqués entre 1945 et 1954, un tiers concerne l'organisation et les directives de la Police populaire, 38 concernent la lutte des partis, 23 les mouvements religieux et 19 les ethnies minoritaires. Si notre attention ne retient que les affaires de subversion (80 événements), la lutte contre les forces nationalistes Dai Viet et VNQDD représente 27 affaires, soit un tiers du total⁸⁰.

La diversité des acteurs de ces affaires confirme la pratique discursive énoncée par Truong Chinh, idéologue et homme clé du PCI, dans son opuscule de 1946 sur la révolution d'août où il fait mention des « traîtres de tout acabit » et du « manque de fermeté [du pouvoir révolutionnaire] dans la répression des contre-révolutionnaires⁸¹ ». Dans l'échelle de valeur de la subversion proposée par les théoriciens du communisme vietnamien, « l'ennemi intérieur » incarné par le *Quoc Dan Dang* conserve une place prépondérante en tant qu'ennemi « historique » : chronologiquement précoce (il est fondé au Vietnam en 1927, trois ans avant le PCI), c'est un adversaire dangereux lors du processus de

conquête du pouvoir par le PCI et il s'avère potentiellement subversif au sein même de l'organisation communiste. Si la première analyse paraît fondée – car le Front *Quoc Dan Dang* faisait figure de véritable concurrent du Front Vietminh en 1945-1946 –, la seconde semble exagérée, répondant plus à une construction élaborée à des fins répressives.

En 1954, la RDVN, de retour à la ville et aux affaires d'un État légitimé par la résistance et la reconnaissance diplomatique du camp communiste, mit en place le dogme léniniste rappelé par Truong Chinh en 1946, qui stipule que « tout pouvoir qui s'impose doit être un pouvoir dictatorial⁸² ». De toute évidence, la question de la contre-révolution fut au cœur des préoccupations du nouvel État, engagé dans la voie de la construction du socialisme⁸³. Tran Quoc Hoan, acteur majeur de la répression des « contre-révolutionnaires », ministre de la Police de juin 1953 à 1975 puis ministre de l'Intérieur jusqu'en février 1980, rappelle dans un texte politique qui a fait date les trois leçons fondamentales à observer dans la lutte contre la réaction : la direction idéologique reposant sur l'analyse juste de la situation ; l'application d'une politique alliant répression et clémence, châtement et rééducation ; le devoir et la tâche de vigilance permanente du parti et du peuple⁸⁴. Au niveau hiérarchique, Ho Chi Minh fut le premier à insister sur le rôle majeur de la sécurité publique dans sa lutte contre la « réaction ». Son intervention au X^e Congrès national de la Police en janvier 1956 rappelait :

« Notre peuple dispose de deux forces. La première est l'armée pour battre les envahisseurs étrangers, défendre la patrie, préserver la paix. L'autre force est la Sécurité publique pour contrer l'adversaire à l'intérieur du pays, pour lutter contre la clique de destructeurs. Et ceci en période de guerre comme en période de paix. Pendant la guerre, l'armée combat l'envahisseur, pendant la paix elle s'entraîne. En ce qui concerne la police, elle doit combattre l'adversaire continuellement, pendant la guerre elle a du travail, pendant la paix elle en a encore plus. Il lui reste les impérialistes, la classe des exploiters et la bande des destructeurs⁸⁵. »

Ainsi, pendant le processus révolutionnaire menant à août 1945 et au sein de la période de résistance jusqu'en 1954, deux notions, dont les contours restent néanmoins flous, émergent, celle de l'espion intérieur (*noi gian*) et celle du traître intérieur (*noi phan*)⁸⁶. Les deux figures illustraient un ennemi à abattre suivant l'espace dans lequel il évoluait : l'espace idéologique représenté par le parti – appartenance au communisme kominternien du PCI – et l'espace politique national incarné par le gouvernement de la RDVN. Ces deux notions

permettaient de maintenir une pression constante sur l'ensemble des groupes sociaux administrés au sein de la résistance ou au sein de l'État. Selon Ho Chi Minh, la lutte contre l'ennemi intérieur devait être impérative et permanente, en s'inspirant du modèle léniniste.

L'AFFAIRE C30

Lors de l'arrivée des troupes de l'Armée populaire à Hanoï les 9 et 10 octobre 1954, quelques mois après la signature des Accords de Genève, la situation était particulièrement tendue et étrange, comme l'ont souligné les observateurs sur place⁸⁷. Le gouvernement de la RDVN devait effectivement reprendre le contrôle d'une ville qui lui avait échappé pendant les huit années de guerre et qui comptait désormais en son sein une multitude de forces susceptibles de faire obstacle à l'installation du régime communiste dans le nord du pays. C'est ce que l'on peut constater dans les histoires officielles de la police :

« Malgré l'échec les obligeant à replier leurs forces armées au Sud, selon l'application des Accords de Genève, les Français et les Américains ainsi que leurs hommes de main ont cherché par tous les moyens à implanter leur réseau d'espions, créant des bases arrière dans toutes les régions qu'ils devaient nous confier, surtout dans les grandes villes. C'est une règle d'action de l'impérialisme à chaque fois qu'il est mis en échec dans ses guerres d'invasion. Afin de mettre en œuvre ce plan, les impérialistes américains et les colonialistes français ont acheminé leurs groupes d'espions et d'hommes de main d'un lieu à un autre, pour que leurs protégés s'infiltrèrent secrètement dans nos structures économiques, pour qu'un certain nombre de soldats fantoches démobilisés rentrent se cacher dans les villages, pour envoyer promptement de nombreux individus se former à l'étranger, les entraîner à l'espionnage puis les renvoyer au Nord en cachette, pour y mener des actions subversives contre la révolution⁸⁸. »

L'évaluation générale de la situation n'était pas fautive mais, dans le contexte de la lutte politique marxiste-léniniste, elle prit une dimension paranoïaque. Dès le 17 octobre 1954, une des missions principales de la police consista à mettre l'accent sur les enquêtes des agents secrets pour faire face aux organisations « contre-révolutionnaires⁸⁹ ». Une lettre de Ho Chi Minh adressée aux soldats, policiers et cadres du parti les mettait en garde contre les vices de la ville qui constituaient une menace invisible mais perverse⁹⁰. Après avoir échappé aux cadres communistes pendant les années de guerre, la ville de Hanoï était considérée comme contaminée. Pour faire face à ce défi, un comité du parti

pour la gestion de Hanoï fut créé le 6 septembre 1954 et placé sous la direction du très expérimenté ministre de la Sécurité publique, Tran Quoc Hoan⁹¹.

Il faut rappeler que les forces de Sécurité du Nord-Vietnam avaient été sous la coupe du parti Dai Viet pendant les années Nguyen Huu Tri, par deux fois gouverneur du Nord entre 1949 et 1954 et membre influent du Parti nationaliste. Le retour au pouvoir de chefs du VNQDD, notamment de Vu Hong Khanh – alors secrétaire d'État aux Sports et à la Jeunesse – au sein du gouvernement de Nguyen Van Tam en 1952, laissait également penser que les organes de ce parti officiaient de nouveau ouvertement dans la capitale du Nord. Le PTV pouvait identifier aisément les « ennemis intérieurs », puisqu'il s'agissait de ceux là même que le PCI avait dû affronter lors de la période décisive de 1945-1946. Lors de la reprise en main des forces de la police du Nord (*Canh sat Bac Viet*), une attention particulière fut portée, par les cadres du Vietminh, à une cinquantaine de membres des services secrets (*mat vu*) regroupant en son sein des membres des partis Dai Viet et VNQDD⁹². Ces agents redoutés furent pris en main par Bui Van Tuyet, un cadre politique très sûr du Vietminh, chef de la police du secteur de Bach Mai de 1958 à 1960 et qui fut par la suite responsable au sein du parti du bureau de défense intérieure (*Phong Bao ve noi bo*) puis du bureau chargé des tâches politiques du Service de Police de Hanoï (*Phong cong tac chinh tri So cong an Ha Noi*⁹³). Ce fut le début du duo « répression / persuasion ». Un certain nombre de ces cadres fournirent des renseignements précieux sur leur organisation politique, d'autres, jugés irrécupérables, furent finalement envoyés dans des camps de rééducation⁹⁴.

À partir de l'automne 1954, les membres du *Quoc Dan Dang* devinrent les ennemis à abattre en priorité. Mais la réalité était plus contrastée. L'utilisation à des fins politiques de ces termes pour désigner la réaction (*phan dong*) procédait de deux impératifs : à la fois lutter contre une réalité oppositionnelle potentiellement subversive pour le pouvoir, et instrumentaliser un « ennemi intérieur », flou et invisible, comme illustration du discours politique antagoniste et paranoïaque de l'État léniniste en construction. La mise en avant d'un « ennemi idéal-typique » procédait d'une nécessité idéologique intimement liée à l'adoption du marxisme-léninisme comme modèle de pouvoir dans le but de contrecarrer une autre réalité, pendant les années de guerre : celle de la mise en place d'un État nationaliste anticommuniste associé à la France et dirigé par le chef de l'État Bao Dai entre 1949 et 1954. Lors de la reprise en main du Nord, les forces du PTV durent faire face au départ de centaines de milliers de compatriotes vers le sud. Les cinq grandes forces constitutives de l'État de Bao Dai – Dai Viet, catholiques, caodaïstes, Hoa Hao et Binh Xuyen – constituaient

autant d'ennemis potentiels. Au nord l'exode toucha massivement les populations catholiques⁹⁵.

L'affaire C30 est considérée de nos jours comme un événement fondateur de l'expérience policière⁹⁶. Elle fut la première occasion de l'application d'une logique juridique et sécuritaire d'envergure qui reste aujourd'hui dans la mémoire policière de la *Cong An* comme une borne historique (*moc son*) de cet organisme⁹⁷. L'affaire C30 est révélatrice de la lutte obscure qui opposa les partisans nationalistes au pouvoir communiste après 1954.

Au milieu de l'année 1954, Edward G. Lansdale, membre de la Mission militaire américaine à Saigon (*Saigon Military Mission*), entra en contact avec les forces armées de Bao Dai pour travailler avec le service de la guerre psychologique à Hanoï. Cependant, ses premières tentatives de ralliement furent des échecs. Le 1^{er} juillet, il fut rejoint par Lucien Conein, alias Black Luigi, un agent américain infiltré au Nord-Vietnam depuis neuf ans déjà. Conein avait fait partie de l'OSS et avait soutenu plusieurs maquis vietnamiens téléguidés par les forces militaires françaises au Nord. Les trois semaines suivantes, tandis que le destin du Vietnam se jouait à Genève, les deux hommes de la Mission militaire renforcèrent leurs contacts avec les Vietnamiens. Après la signature des Accords de Genève le 21 juillet, officialisant le partage du pays et le regroupement des forces de chaque côté du 17^e Parallèle, ils furent investis d'une mission spéciale. L'administration du président américain Eisenhower confia à Lansdale la tâche d'organiser la résistance anticommuniste vietnamienne au Nord, sur le modèle des opérations menées en Europe de l'Est contre l'Union soviétique et en Thaïlande auprès de la police nationale⁹⁸.

Au Vietnam, la Mission militaire américaine était assez bien renseignée sur le Dai Viet. Elle savait que ce parti disposait de forces importantes, notamment des *Bao Chinh Doan* (Corps de Défense de l'État) évalués à 17 000 partisans⁹⁹. En juillet 1954, Lansdale rencontra Phan Huy Quat, encore ministre de la Défense nationale dans le Cabinet Buu Loc¹⁰⁰. Quat lui présenta son beau-frère Dang Van Sung, un cadre important du Dai Viet, spécialisé dans les opérations de contre-espionnage du parti au Nord. Comme de nombreux nationalistes, Sung était farouchement opposé à la partition de son pays¹⁰¹.

Grâce à Phan Huy Quat, Lansdale put se rendre au quartier général du Dai Viet à Hanoï. Selon Dang Van Sung, l'Américain exposa son plan de bases arrière au Nord-Vietnam et le parti se donna deux jours pour en discuter. Lansdale savait pertinemment que le Dai Viet était avant tout un parti de cadres et d'intellectuels et non un parti de masse. Toujours selon Sung, Lansdale proposa un « challenge » au Dai Viet :

« Si nous lui prouvions que nous étions capables de travailler avec la masse, il offrirait un support à la mise en place de ce réseau dans le Nord. Je saisis cette opportunité pour nous mettre à l'épreuve¹⁰². »

À son retour à Saigon, Lansdale rencontra dix autres officiers de la CIA, spécialistes des opérations paramilitaires et clandestines. Ces hommes arrivaient du Japon, de Corée et d'Okinawa pour augmenter les forces de la Mission américaine, avant le délai fixé au 11 août par la Conférence de Genève. Les États-Unis disposaient alors de deux stations de la CIA au Vietnam : l'une établie à Saigon (*Saigon Military Mission*), chargée des opérations d'espionnage conventionnelles, l'autre chargée des opérations clandestines au nord du 17^e Parallèle¹⁰³. Peu après, Conein fut mandaté par Lansdale pour déterminer avec le Dai Viet les détails de cette opération clandestine d'envergure. En réalité, la tâche s'avérait ardue. En effet, les agents secrets du Vietminh étaient déjà sur le point de prendre le contrôle de Hanoï. Une course contre la montre s'engagea aussitôt. Dang Van Sung désigna Cao Xuan Tuyen, cadre du Dai Viet et capitaine dans l'armée nationale, pour procéder au recrutement d'une équipe d'espions. Le premier agent de Tuyen était un certain Tran Minh Chau, un catholique originaire de Nam Dinh. Chau était en fait un rallié, un ancien partisan du Vietminh arrêté en 1949 qui avait finalement rejoint le Dai Viet avec de nombreux autres catholiques de Nam Dinh. Un deuxième agent se nommait Nguyen Kim Xuyen, il s'agissait d'un catholique originaire de Nam Dinh. Mais Sung et Tuyen n'avaient que jusqu'à la fin du mois d'août 1954 pour procéder au recrutement d'agents, et, à cette date, le groupe baptisé du nom de code « Binh » ne comptabilisait que 16 agents¹⁰⁴.

De fait, le recrutement avait été quelque peu bâclé. Le « numéro deux » de l'équipe clandestine, nommé Pham Dang Hao, était un agent Vietminh infiltré. Son recrutement s'était fait sur des critères très aléatoires, contrairement aux habitudes du Dai Viet. Selon l'enquête réalisée par Dang Vuong Hung en 2000, Hao avait rejoint le Dai Viet presque « par hasard ». Il avait été recruté par Linh Hoi, un membre du parti, au siège du journal *Gio Moi* (Vent Nouveau) sur un critère simple selon lequel « les anciens présentaient les nouveaux » sans aucun contrôle du curriculum politique. Or, le passé de Hao aurait pu éveiller quelques soupçons. Il avait fait partie du groupe des miliciens qui avaient assuré la sécurité sur la place Ba Dinh lors du discours de la fondation de la RDVN par Ho Chi Minh le 2 septembre 1945. Au déclenchement de la guerre, il avait rejoint le Régiment 66 du Vietminh puis, pour des raisons de santé, il avait ensuite regagné la zone Bao Dai tout en poursuivant des activités clandestines. Il était en

outre en contact avec un certain Hai, un cadre de la Sécurité Vietminh à Hanoï. Lorsqu'il adhéra au Dai Viet, il donna à Hai des détails concernant l'opération en cours et l'informa de son nouveau nom de code, « HG »¹⁰⁵.

Le 22 juin 1954, les 16 agents du groupe Binh se rendirent secrètement à Hai Phong puis dans la baie d'Along avant d'embarquer sur un navire militaire américain. Le groupe fut transporté à Okinawa sur une base américaine pour subir une série de tests. Sur ce groupe, treize agents furent retenus pour poursuivre l'opération et trois autres, ne répondant pas aux critères de sélection, furent renvoyés au Vietnam. Sur place, les treize agents retenus furent soumis à un « entraînement spécial » dispensé par des instructeurs américains. À l'issue de cet entraînement, l'équipe fut divisée en plusieurs sections, chacune chargée d'une mission particulière : propagande politique, opérations subversives et sabotage, pose de mines, réseau de communication secret. Cao Xuan Tuyen, le chef de ces petits groupes, bénéficia d'un entraînement supplémentaire. Ils furent ensuite transférés vers la base militaire américaine de l'île de Guam. L'entraînement des hommes devait initialement durer six mois, mais compte tenu de l'urgence de la situation liée à la passation de pouvoir au Vietminh, il fut arrêté au bout de quatre mois. Soumis à de nouveaux tests, un autre membre fut écarté pour des raisons politiques. Au final, le groupe ne comptait plus que douze agents plus ou moins « sûrs ». L'équipe fut aéroportée jusqu'à Saigon le 8 février 1955. Là, les membres reçurent pendant un mois un endoctrinement politique avant l'infiltration. À partir du Sud, à la fin du mois de février, le groupe Binh fut divisé en cellules, envoyées au Nord selon un plan pré-établi baptisé « Avant-garde de la marche sur le Nord » (*Tien Phong Bac Tien*). À la fin du mois de mars 1955, les espions déguisés en pêcheurs étaient en place au Nord¹⁰⁶.

La cellule de Hanoï, nommée « An Trach » était dirigée par Tran Minh Chau (alias Cap, alias Leslie). Cet agent du Dai Viet était également responsable des autres cellules « Dong Van » à Nam Dinh, « Hai An » à Hai Phong et « Ben Hai » près du 17^e Parallèle. Sur les conseils de Pham Dang Hao, l'agent vietminh infiltré, la cellule de Hanoï s'installa au n° 25 de la rue Quan Thanh où Hao et sa famille résidaient. Alors que Chau devait se rendre dans les autres cellules en province, Hao prenait la direction des affaires à Hanoï. La Sécurité Vietminh contrôlait la situation grâce au numéro deux de l'organisation. La mission du groupe Binh consistait en outre à réveiller le réseau de sympathisants du Dai Viet encore présent au nord, où l'on trouvait des intellectuels, des coiffeurs, des commerçants ou des transporteurs. Rapidement, grâce à la propagande et à une situation d'instabilité politique liée au changement de pouvoir, le réseau se

développa. Mais il n'était pas le seul : depuis septembre 1954, de nombreuses missions subversives furent organisées un peu partout dans le delta pour tenter de déstabiliser le nouveau pouvoir communiste et de le discréditer vis-à-vis de la population. Par exemple, au début du mois d'octobre, toujours sous l'égide de Conein, la CIA prépara une série de sabotages avant de quitter Hanoï afin de créer d'énormes difficultés à l'entrée des troupes vietminh victorieuses¹⁰⁷.

La Sécurité communiste, parfaitement au courant de l'implantation rapide du réseau et de ses projets, le laissa se développer tout en le contrôlant partiellement pendant trois ans. Elle baptisa cette opération du nom secret de «C30». Au début de 1958, une directive en provenance de la République du Vietnam, au sud, ordonna au réseau de passer à l'action. Ce plan de subversion générale prévoyait la pose de mines autour d'ouvrages défensifs et de services économiques, ainsi que l'assassinat de personnalités importantes du régime communiste. Il était alors temps pour la *Cong An* de mettre un terme à un jeu qui devenait dangereux. Les services de police de Hanoï, de Hai Phong et de Nam Dinh furent mobilisés pour démanteler le réseau. Les agents du groupe Binh furent tous arrêtés, leurs armes et leurs documents furent confisqués¹⁰⁸. Les arrestations et la saisie de plus d'une tonne de matériel (armes, radios, uniformes) se déroulèrent les 11 et 12 novembre 1958. À Hanoï, les trois principaux agents du groupe, Tran Minh Chau, Nguyen Si Hoang et Pham Van Lan, furent arrêtés ; à Nam Dinh ce fut le tour de Vu Dinh Dich et Nguyen Dinh Long, ainsi que de Bui Manh Ha (alias Bosco) à Hai Phong¹⁰⁹. Le 4 avril 1959, le tribunal populaire de Hanoï jugea les membres du groupe Binh dans un procès médiatique et condamna à mort Tran Minh Chau, le chef du réseau¹¹⁰. Nguyen Si Hoang écopa de vingt ans de prison¹¹¹.

Le réseau de Tran Minh Chau avait donc été totalement démantelé ; mais un seul homme du groupe avait disparu : Pham Dang Hao. La demeure de Hao fut perquisitionnée et le quartier cerné par la police. Cette opération devait avoir des conséquences désastreuses pour les membres de la famille de Hao désormais pointés du doigt par tout le quartier comme des «traîtres à la patrie». Personne ne savait que Hao, ce père insoupçonné de cinq enfants, était en fait un agent infiltré. Hao changea d'identité pour devenir Nguyen Manh Thang et, sur ordre du Parti communiste, il fut intégré comme ouvrier dans une usine de décorticage de riz à Ninh Giang dans la province de Hai Duong. Au début des années 1960, Thang se remaria avec l'accord de la Sécurité publique. Il eut un enfant de sa seconde femme puis parvint à reprendre contact avec sa première épouse et ses cinq enfants. L'espion du Vietminh restait en fait surveillé de près et allait rester jusque'en 1989 à Ninh Giang, avant de décéder deux ans plus tard.

Le 16 juin 1998, soit sept ans après sa mort, la Sécurité communiste le décora à titre posthume de la médaille de premier rang pour ses exploits militaires et de la médaille de la Défense de la Sécurité de la Patrie (*Bao Ve An Ninh To Quoc*)¹¹². Le destin de Hao ne fut cependant pas pire que celui de Tran Van Giao, un autre agent infiltré, qui fut ostracisé pendant des décennies à cause de cette affaire¹¹³.

Selon les recherches de Kenneth Conboy et Dale Andradé, la mission du groupe Binh avait essuyé de nombreuses complications mettant en péril sa réussite. En effet, quand Dang Van Sung forma le groupe en 1954, la Mission militaire américaine lui avait assuré qu'elle ne le prenait en charge que provisoirement et que la direction des opérations allait être bientôt remise au gouvernement Bao Dai qui devait s'installer au sud¹¹⁴. À partir de Saigon, Dang Van Sung, Cao Xuan Tuyen, Nguyen Linh Hoi et Nguyen Van Tho, les principaux cadres du Dai Viet, suivirent les opérations depuis le début¹¹⁵. Mais les événements se déroulèrent tout à fait différemment à cause des bouleversements politiques dans le camp nationaliste. Bao Dai fut destitué par Ngo Dinh Diem et ce dernier n'était guère favorable au Dai Viet. Le 24 septembre 1954, Diem remania son gouvernement, rassemblant autour de lui un carré de fidèles et quelques membres des formations religieuses qu'il entendait mettre au pas. Or, dans son accession au pouvoir, Diem avait reçu le soutien total de Lansdale, rapidement devenu un proche du Premier Ministre. Pour compliquer les choses, selon Sedgwick Tourison, le célèbre espion Pham Xuan An, alors âgé de 28 ans, était en contact avec Lansdale et son équipe à cette époque¹¹⁶.

Dans ses confidences à Ngo Dinh Diem, devenu l'homme fort du Sud-Vietnam, Lansdale dévoila l'opération Dai Viet en cours dans le Nord-Vietnam. Aussitôt Diem exigea de garder un pouvoir de contrôle sur cette affaire, ce qui provoqua le mécontentement de Dang Van Sung qui considérait l'implantation du réseau comme une affaire concernant exclusivement le Dai Viet¹¹⁷. Le parti nationaliste avait déjà préparé l'envoi d'un second groupe Dai Viet, recruté parmi les réfugiés catholiques et entraîné à Saipan avant de rejoindre le Nord pour renforcer le réseau en place. Pour Sung, l'action principale de ce réseau restait le recrutement d'hommes de l'ombre au profit du Dai Viet, d'agents qu'il fallait rallier politiquement à sa cause (la doctrine nationaliste de la Survivance du peuple). Pour l'entourage de Ngo Dinh Diem, l'envoi de commandos chargés de missions éclair de sabotage était privilégié. Un compromis fut néanmoins trouvé entre les deux hommes : Diem conserva le contrôle du réseau déjà infiltré au Nord tandis que Sung se servirait du second groupe de Saipan à Saigon comme futurs cadres du parti. Dang Van Sung avait été ainsi définitivement écarté du montage de ce réseau d'espionnage. Au Nord, la tâche des

agents s'avérait donc plus difficile car les hommes devaient mener à bien deux types d'action parfaitement incompatibles, selon Conboy et Andradé : d'une part, monter des opérations de sabotage ; d'autre part, recruter de nouveaux agents¹¹⁸. C'est peut-être ce qui explique les recrutements d'étudiants effectués au sein de l'Université de Hanoï par l'entremise de Nguyen Si Hoang¹¹⁹. Les rôles n'étaient donc plus partagés entre chaque groupe. Comme nous l'avons évoqué, la Sécurité nordiste, qui avait infiltré le réseau, n'eut pas de difficulté à le démanteler lorsque la manipulation s'avéra trop risquée.

L'opération du groupe Binh ne constitua pas un fait unique. La Mission américaine avait mis sur pied un autre groupe nommé « Hoa », composé exclusivement de membres du VNQDD. Celui-ci connut également des fortunes diverses et ses principaux membres furent jugés à Hai Phong au mois d'avril 1965¹²⁰. Les efforts déployés par tous les groupes nationalistes pour tenter de déstabiliser la RDVN de 1954 à 1960 furent peu à peu réduits à néant. Le Dai Viet, comme le VNQDD, le Dai Viet Duy Dan ou les Thanh Nien Quoc Gia Doan (Jeunes nationalistes, affiliées au VNQDD) avaient de nouveau sous-estimé l'organisation secrète policière du PTV qu'ils avaient pourtant déjà affrontée en 1946¹²¹. Par son maillage serré de la population – en particulier avec l'instauration du *ho khau* (sorte de carnet de résidence) le 18 septembre 1955 –, le contrôle policier dans le Vietnam communiste n'avait laissé que peu d'alternatives à ces soldats perdus du nationalisme vietnamien¹²². Les techniques de surveillance policière se sont améliorées tout au long de la guerre, avec la mise en place du Service d'action technique (*Cuc Ky thuat Nghiep vu*, KTNV1 ou KG2), chargé de capter les informations radio¹²³.

Outre le fait que l'opération du groupe Binh avait été menée avec une certaine précipitation et que le groupe était infiltré dès le début, elle tomba à point nommé pour renforcer le discours sécuritaire de la RDVN sur les ennemis intérieurs. Le *Quoc Dan Dang* imaginé en 1948 lors de l'affaire H122 laissait la place dix ans plus tard à une tentative de déstabilisation bien réelle. L'affaire fit la une du *Nhan Dan* du dimanche 5 avril 1959¹²⁴. L'éditorial affichait son mot d'ordre : « Rehausser la vigilance, réprimer résolument les contre-révolutionnaires » (*Nang cao canh giac, kien quyet tran ap bon phan cach mang*¹²⁵). Si le titre de l'article mentionnait le procès d'une « organisation d'espions américano-diemiste » (*mot to chuc gian diep cua My-Diem*), l'affiliation des protagonistes de cette affaire au Dai Viet et au *Quoc Dan Dang phan dong* rappelait à la population que les ennemis historiques de la RDVN avaient encore une capacité de nuisance. Selon la presse, le procès publique fut suivi par plus de 10 000 personnes (*hon mot van nhan dan*), lui conférant une dimension péda-

gogique. Des représentants de la France et de l'Angleterre assistèrent au procès, de nombreuses radios étrangères relayèrent l'information et lui donnèrent ainsi une résonance internationale. Sur le plan intérieur, selon les dirigeants de la RDVN, « l'affaire eut un retentissement important et le prestige de la police fut rehaussé¹²⁶ ». À n'en pas douter, elle donna un signe clair à la population : la surveillance policière était accrue et omniprésente. Le nouveau mot d'ordre de sécurité résultant de cette affaire fut résumé dans un éditorial de la revue de l'Armée populaire (*Tap chi Quan Doi Nhan Dan*) en octobre 1959, rappelant que désormais il fallait « se préoccuper de façon plus entière encore des tâches de protection » de la patrie socialiste du nord¹²⁷.

Cette affaire s'inscrivait dans une conjoncture politique qu'il convient de rappeler succinctement : la RDVN était engagée dans la « construction du socialisme » depuis la fin de la guerre d'Indochine et le pays était séparé en deux États rivaux (Nord / Sud). Ce renforcement de l'État nordiste autour d'un credo idéologique fort se doublait de la décision de reprise de la lutte armée dans le sud, option farouchement défendue par Le Duan, nommé en septembre 1960 Premier Secrétaire du PTV. Cette décision historique de reconquête du sud du pays par la force impliquait de réactiver les services de renseignement sur cette partie du territoire national. La tâche de monter un réseau d'espionnage susceptible de préparer la reconquête militaire fut confiée à Tran Quoc Hoan et à ses hommes¹²⁸.

Sur le plan intérieur, la « construction du socialisme » devait être renforcée car, à la suite de l'affaire « Humanisme et Belles Œuvres » (*vu an Nhan Van Giai Pham*) impliquant des intellectuels renommés, le pouvoir se méfia de sa propre population. Cette époque était marquée par les séances de « rectification idéologique » (*chinh huan*) au sein du parti. Les cadres récalcitrants étaient soumis à la rééducation par le travail (*hoc tap lao dong*). L'atmosphère de cette année 1959 transpirait la délation entre intellectuels et les accusations sévères, comme l'illustre cette diatribe contre l'écrivain Truong Tuu, sympathisant trotskiste, parue dans *Hoc Tap* en janvier 1959, intitulée « Il faut enlever son arme idéologique à ce réactionnaire-là¹²⁹ ». L'auteur dénonçait en trois volets successifs « l'art réactionnaire véreux et perfide » de l'écrivain, sa « conception du monde réactionnaire » et sa « position politique réactionnaire ». La vigilance redoublée orchestrée et mise en scène par le pouvoir pour débusquer les « contre-révolutionnaires » allait mener en janvier 1960 au grand procès de l'affaire « Humanisme et Belles Œuvres » précitée, au cours duquel les intellectuels incriminés furent taxés de « clique d'espions contre-révolutionnaires » (*bon gian diep phan cach mang*), selon une rhétorique devenue habituelle¹³⁰.

Ce climat de peur, particulièrement lourd, qui rongait la société hanoïenne fut décrit par Gérard Tongas dans un texte clé qui s'attarde sur « l'atmosphère créée par le régime ». Le long titre du chapitre V donne le ton : « Une entreprise sournoise, lente, inexorable, donn[ant] naissance à une atmosphère spéciale de terreur permanente, sur laquelle repose la solidité du régime communiste¹³¹. » L'auteur poursuit :

« On ne se sent jamais en sécurité, tout vous menace, et chacun peut devenir votre délateur ; on se méfie de ses propres enfants, car votre vie peut être entre leurs mains pour un mot malheureux porté par l'un d'entre eux. Aucune loi ne vous protège, car c'est le régime le plus absolu de l'arbitraire : les seules lois qui existent sont celles que le régime fabrique au fur et à mesure pour vous accabler et seulement au moment de vous condamner. Il en est de même des règlements. Il n'y en a pas. Mais si l'on veut vous prendre en faute, on brandit une réglementation spécialement rédigée à votre intention et pour le cas qui vous met en défaut. Ainsi, vous avez toujours tort et vous le savez d'avance. Et personne ne peut se dire à l'abri du danger qui guette constamment tout le monde. Chacun a sa propre épée de Damoclès suspendue en permanence au-dessus de la tête¹³² ! »

L'environnement pesant à Hanoï dans les années 1960 est aussi décrit dans les premières pages du journal d'Oriana Fallaci, lors d'une mission courte qu'elle a effectuée au Vietnam. La journaliste italienne, pourtant acquise à la cause nord-vietnamienne, est tout de suite accablée par cette « impression de tristesse mortifiante et de monotonie obsédante » à Hanoï et par l'univers orwellien qui pèse sur la ville¹³³.

Dans son étude sur la RDVN, le chercheur Bertrand de Hartingh expose avec soin le contexte juridique qui servit de cadre à l'État pour contrôler la population. Il décrypte les quatre lois votées le 24 janvier 1957, toutes édictées par le gouvernement et non par l'Assemblée nationale, « comme un moyen utilisé par le pouvoir pour réaffirmer son contrôle sur la société et sur son propre appareil¹³⁴ ». Dans le contexte d'une lutte contre l'ennemi se généralisant, les pouvoirs de l'État étaient « exorbitants » :

« En caractérisant de manière fort vague "les ennemis du peuple", en octroyant à ses agents des pouvoirs presque sans limites dans le cadre de la "protection des intérêts du peuple", il se dotait d'instruments tels que toute opposition intérieure non seulement ne pouvait se dresser sans tomber sous le coup de la loi, mais en outre ne pouvait même pas trouver d'espace d'expression propre¹³⁵. »

Sous le règne du tout-puissant ministre de la Sécurité publique surnommé le « Beria » du Vietnam, la peur s'est installée à Hanoï. Dans ses mémoires, Vu Thu Hien résume d'une phrase la situation :

« Depuis que Tran Quoc Hoan est devenu ministre au Nord, il ne reste pas beaucoup de familles qui n'aient pas un proche en prison¹³⁶. »

Il observe :

« Comme une maladie transmissible qui commence à s'étendre la peur n'épargnait personne, pas même mon père¹³⁷. »

L'affaire C30, relativement complexe, inaugura une série d'autres affaires du même type alliant contre-espionnage et procès « pédagogique¹³⁸ ». Ceux-ci touchèrent aussi bien les milieux intellectuels contestataires que les véritables agents de la subversion anticomuniste. Les quelques grandes affaires d'espionnage qui marquèrent de leur sceau la consolidation des méthodes de surveillance populaire de la RDVN sont aujourd'hui connues. En particulier, la question des relations avec le Sud – entre coexistence pacifique et reconquête militaire – plongea de nouveau l'appareil du PTV dans une purge intérieure entre 1963 et 1973. Les partisans de la guerre contre le Sud attaquèrent sans vergogne les modérés à travers l'affaire du « Révisionnisme anti-Parti » (*Vu an Xet lai chong Dang*) au cours de laquelle s'affrontèrent les cadres de la ligne maoïste et ceux de la ligne soviétique, reflet de la guerre idéologique sino-soviétique¹³⁹. Selon Le Duan, cultiver la haine de l'adversaire (*cam thu dich*) était un point clé à enseigner aux forces de la Sécurité publique. Seule cette haine, nourrie à son plus haut degré, pouvait garantir une lutte efficace contre les adversaires de la révolution¹⁴⁰.

En 1965, la guerre était là. La RDVN entra de plain-pied dans le conflit. Sur le plan extérieur, pour les deux camps, l'espionnage prenait alors tout son sens pour déstabiliser l'adversaire. Pourtant, la guerre clandestine menée par le Sud pour déstabiliser le Nord communiste fut un échec. Les études américaines menées dans les années 1990 démontrent sans conteste que les infiltrations de commandos (*biet kich*) parachutistes ou marines sud-vietnamiens entraînés conjointement par la CIA et le service de contre-espionnage de la République du Vietnam (*Nha ky thuat*) ont toutes échoué, abandonnant à leur funeste sort les quelques centaines de Vietnamiens tombés aux mains d'une sécurité nordiste très bien informée¹⁴¹.

Même si cette histoire n'a pas encore livré tous ses secrets, notamment sur l'efficacité de certains de ces espions parachutés, on peut penser que leur action fut forcément limitée au regard du maillage policier établi sur le territoire de la RDVN à cette époque¹⁴². La stratégie officielle clairement édictée par le gouvernement de la RDVN était de tenir la population informée de la présence de ce nouvel ennemi extérieur baptisé « *biet kich My* » (Commando américain mais formé essentiellement de Vietnamiens) et de la tenir prête à débusquer toute intrusion sur le territoire nordiste¹⁴³. À cette époque, les directives et la presse du PTV mettaient régulièrement l'accent sur les campagnes de sensibilisation et de mobilisation des milices populaires pour faire face au phénomène des « espions commandos » (*biet kich gian diep*, BKGD¹⁴⁴). C'est le fait nouveau marquant de la période de 1960 à 1975 où l'ennemi contre-révolutionnaire intérieur prend la forme d'une menace militaire extérieure constante incarnée par le *biet kich*, nouvelle figure idéale de l'agresseur sudiste, marionnette des Américains, abondamment véhiculée par la propagande. Cette nouvelle figure se superpose aux éventuels « révisionnistes » qui, au sein de l'appareil, pourraient remettre en cause l'option de la guerre à outrance. Ainsi, deux ennemis, l'un potentiel – le « révisionniste anti-Parti » –, l'autre réel – l'espion-commando – servirent l'État communiste dans sa tâche de mobilisation populaire et de contrôle social accru en période de guerre. Régulièrement, les attaques en provenance du Sud visant à « détruire le Nord » (*pha hoai mien Bac*) étaient commentées, comme ici pour les faits recensés pour les six premiers mois de l'année 1961 :

« Ils utilisent "les unités de lutte spéciale" c'est-à-dire l'Intergroupe d'observation élaboré par les experts américains depuis 1957. Pendant la période passée, les Américano-Diemistes ont largué un certain nombre de groupes parachutistes dans des régions reculées avec pour effet l'infiltration [de groupes] dans quelques autres localités par la voie maritime pour y mettre sur pied les fondements d'envergure pour les actions de sabotage, d'espionnage dans notre Nord à nous¹⁴⁵. »

Dans les années 1960, les services de sécurité de la RDVN se focalisèrent donc sur l'action des groupes de commandos venant du Sud¹⁴⁶. L'année 1961, départ de la « petite guerre » menée par les États-Unis au Sud-Vietnam, fut propice à la redéfinition de l'ennemi intérieur¹⁴⁷. Neutralisée, l'image du *Quoc Dan Dang* s'estompa pour laisser place au danger périphérique incarné par le *biet kich*. L'ennemi intérieur urbain étant désormais sous contrôle, l'attention se déplaça vers les campagnes susceptibles d'abriter les espions commandos. Entre 1961 et 1973, les services de sécurité et les milices populaires arrê-

tèrent et supprimèrent 103 groupes d'espions commandos parachutés sur le Nord totalisant 885 personnes. À ce chiffre s'ajoutent 75 infiltrations côtières de groupes de commandos repoussées et 175 équipes « nettoyées » sur la frontière vietnamo-laotienne, infiltrées par la voie terrestre¹⁴⁸. Sur cet effectif important, 48 commandos regroupant 313 individus furent neutralisés pendant la période cruciale de guerre psychologique entre 1961 et 1965¹⁴⁹. Cet ennemi intérieur en provenance de l'extérieur fut traqué, retourné et utilisé. Dans certains cas, notamment lors de la célèbre affaire PY27 qui dura six ans, la Sécurité nord-vietnamienne put « cueillir » les commandos sudistes infiltrés quasiment dès leur arrivée, en grande partie grâce à ses espions implantés au cœur de la République sudiste. Par ses actions d'envois successifs de commandos sud-vietnamiens, la CIA et l'état-major sudiste entendaient sans doute maintenir sous pression la RDVN en l'obligeant à investir ses forces aux marges de l'État.

Cependant, la contre-insurrection a nourri le discours sécuritaire de la RDVN. Elle a encouragé cet État à redoubler de vigilance et à accroître la surveillance et la mobilisation de sa population. Non seulement la déstabilisation de la RDVN n'a pas eu lieu, mais, au contraire, les actions de commando ont participé au renforcement et au perfectionnement de l'appareil de surveillance. Par exemple, au cours de l'année 1963, la RDVN perfectionna son discours sécuritaire en soulignant l'importance des deux volets du dispositif de protection du Nord : répression et rééducation¹⁵⁰. Le 30 octobre 1967, sous la plume de Truong Chinh, une nouvelle loi sécuritaire visant à « punir les délits contre-révolutionnaires » est instaurée par le comité permanent de l'Assemblée nationale de la RDVN. Cette loi, composée de 22 clauses, est promulguée le 10 novembre suivant. Elle élargit le champ du délit contre-révolutionnaire (article 1) et précise les deux grands principes de répression/clémence du parti vis-à-vis des inculpés (article 2¹⁵¹). Les délits pouvant mener à l'inculpation de « contre-révolutionnaires » étaient au nombre de 15 :

- « 1 – Haute trahison ;
- 2 – Complot de renversement du gouvernement démocratique populaire ;
- 3 – Espionnage ;
- 4 – Violation de la sécurité territoriale ;
- 5 – Rébellion armée ;
- 6 – Brigandage ;
- 7 – Fuite avec l'adversaire ou fuite à l'étranger avec un objectif contre-révolutionnaire ;
- 8 – Assassinat, violences physiques et menaces aux personnes avec un objectif contre-révolutionnaire ;

- 9 - Destruction (travail de sape) ;
- 10 - Saper l'union de tout le peuple ;
- 11 - S'opposer ou saper la réalisation des politiques et des lois de l'État ;
- 12 - Troubles de l'ordre et de la sécurité publiques ;
- 13 - Propagande contre-révolutionnaire ;
- 14 - Sabotage du camp de prisonniers, vol des codétenus, organisation d'évasion, fuite de la prison ;
- 15 - Dissimulation d'éléments contre-révolutionnaires¹⁵². »

Analysées dans le détail, ces clauses précisaient et élargissaient considérablement le champ d'action de la Sécurité intérieure car, d'une façon générale, elles visaient toute éventuelle opposition à la « Patrie socialiste » et à l'édification du communisme au Nord. Dans un article aux vertus pédagogiques, Le Quoc Than, alors vice-ministre de la Sécurité publique, expose les raisons qui motive une telle ordonnance. Il rappelle la lutte « contre la réaction » menée depuis treize ans (1954) par la RDVN, en particulier la lutte contre « les centaines d'espions commandos » envoyés depuis le Sud pour détruire le Nord socialiste¹⁵³. S'il considère que les contre-révolutionnaires au nord avaient été réprimés et étaient désormais très affaiblis, ne formant plus qu'un tout petit nombre de gens, leurs actions étaient toujours jugées extrêmement dangereuses. Dans tous les cas, la lutte contre les actions des contre-révolutionnaires avait été efficace. La nouvelle loi se justifiait pour « consolider et mettre en valeur ces victoires » et, dans le même temps, pour mobiliser la population et renforcer les organes gouvernementaux dédiés au contrôle social et à la lutte contre la subversion¹⁵⁴. De façon moins évidente, l'ordonnance visait tout autant les officines des pays impérialistes que celles des pays socialistes, sous-entendu de l'URSS, dans le contexte tendu de la lutte politique de 1963-1967 contre le « révisionnisme anti-Parti »¹⁵⁵.

En outre, l'arrivée de l'ennemi « espion-commando » ne mit pas fin à l'existence d'une lutte plus ciblée, étiquetée « Dai Viet et VNQDD », d'autant plus que les premiers espions-commandos avaient été affiliés au parti Dai Viet (groupe « Binh ») puis VNQDD (groupe « Hoa »). La poursuite de cette cible originelle – le Parti national est haï depuis les années 1920 – réapparaît clairement en 1968 dans une note interne de Tran Quoc Hoan à l'attention des cadres de la Sécurité publique, lorsqu'il souligne la menace que représentent « les partis politiques réactionnaires » et en particulier le VNQDD et le Dai Viet, ce dernier étant décrit comme « le plus réactionnaire » des deux. Dans ce texte inculqué aux apprentis cadres de la police populaire, Hoan envisagea même le rude combat

qu'il aurait à mener en cas de victoire communiste sur le Sud au moment de la réunification¹⁵⁶.

En interrogeant les pratiques discursives du PCI puis de la RDVN, nous avons pu identifier les catégories sociales à risques autant pour l'organisation politique dès sa création (PCI) que pour l'État communiste. Avant l'émergence de cet État, nous avons rappelé succinctement l'importance de la confrontation idéologique et physique entre les hommes du PCI et ceux du VNQDD dans les bagnes coloniaux ou en Chine du Sud. Des années 1920 aux années 1960, du *Quoc Dan Dang*, figure idéal-typique de l'ennemi intérieur urbain, au *biet kich*, incarnant l'agresseur « étranger », le curseur du discours s'est déplacé du centre vers les marges où sont débusqués les espions commandos. À partir de l'ennemi primaire idéologique anti-bolchevik, la pratique discursive s'est focalisée pendant le processus révolutionnaire sur le « traître », le « félon vietnamien » (*Viet gian*), la figure « anti-nationale » (*phan quoc*), pour enfin désigner un ennemi idéal-typique dans les années 1950, incarné par l'ombre du « partisan nationaliste » (*Quoc Dan Dang*), suivi de la figure bien réelle de l'« espion-commando » (*biet kich gian diep*) pendant les années 1960. Après 1975, la figure du *Phuc Quoc* (partisan de la Restauration nationale) fut mise en scène, désignant les ennemis potentiels du Vietnam communiste. Outre les soldats et officiers de l'ancien régime regroupés dans une résistance armée désorganisée, on y retrouvait tous les opposants du Vietminh au Sud depuis 1945 : les partis politiques et les groupes religieux « réactionnaires », les caodaïstes ou les bouddhistes Hoa Hao et enfin les dissidents du FNL. En effet, ce processus discursif que nous avons tenté d'analyser pour les années 1950 peut être conduit sur une plus longue durée comme le soulignent les affaires politiques importantes depuis la réunification du pays¹⁵⁷. Nicolas Werth a souligné pour le cas soviétique que « la stigmatisation et l'exclusion du corps social d'ennemis intérieurs ont d'emblée figuré parmi les principaux modus operandi du régime bolchevik¹⁵⁸ ». Fasciné par le modèle léniniste, le régime de Ho Chi Minh n'échappe pas à cette règle et s'inscrit parfaitement dans cette thématique obsessionnelle, édictée par Lénine dans ses écrits, du « nettoyage » « permanent et jamais achevé » du corps social¹⁵⁹. Si l'on en croit les histoires officielles de la Sécurité publique, la RDVN fut sujette entre 1955 et 1975 à une contestation interne permanente. Ainsi, le nombre d'affaires réprimées révèle l'échec des candidats à la subversion politique mais aussi un déficit de légitimité de ce régime aux yeux d'une partie de sa population.

Cette série d'affaires politiques nous a permis de mettre au jour la genèse d'une stratégie qui demeurera la règle dans la RDVN et qui sera généralisée à l'ensemble du pays de 1976 jusqu'à nos jours avec plus de sophistication :

- la nécessité de l'ennemi intérieur (à travers l'élaboration d'un idéal-type). Cette construction mouvante participe de la consolidation du régime et nourrit sa rhétorique.
- le procès comme pédagogie collective (invention du procès pédagogique et du tandem aveu/politique de clémence du parti). Le dosage entre répression et rééducation permet de jouer sur les conjonctures internationales plus ou moins favorables au régime.
- l'introduction de la surveillance sociale à son plus haut niveau (délation). Celle-ci fut érigée en système avec la constitution et la formation de ce corps social qui lui est dédiée à travers les milices populaires, les flotiers, les indicateurs.
- une mythologie de la Sécurité publique comme imaginaire national, à travers le mythe récurrent de la patrie en danger.

Cette tactique politique prenait sa source dans les enseignements moscovites et chinois dispensés dès les années 1920. Cependant, il fallut attendre le retour aux affaires des dirigeants de la RDVN à la fin de la guerre d'Indochine pour qu'elle prenne toute sa dimension. En effet, si ce phénomène apparaît d'un point de vue théorique dans les années 1920, passant de la théorie à la pratique en 1945 lors de l'avènement de l'État, il se développe entre 1946 et 1954 dans les maquis vietminh, puis se généralise à partir de 1954 en RDVN dans le contexte particulier de la Guerre froide et de l'influence maoïste. Les années 1950 en RDVN ont ainsi vu l'invention et l'affirmation d'une pratique, sa systématisation – l'élaboration en tant que système politico-judiciaire – puis la mise en scène d'une mythologie pour gérer les affaires politiques internes. La double filiation chinoise et russe mériterait d'être discutée plus longuement car elle a marqué les pratiques policières de la RDVN. D'abord très influencées par la Chine – le modèle de l'ennemi AB –, surtout pendant la brutale réforme agraire, ces pratiques, sous l'égide de Tran Quoc Hoan, renouèrent avec celles, plus sophistiquées, de l'URSS et de la RDA.

Cet ennemi particulier logé au sein du corps social et de son espace a évolué au fil du temps. D'un espace restreint à la cellule politique, il s'est étendu aux régions contrôlées par le PCI puis à l'espace national de la RDVN, d'où l'invention d'une dizaine de termes tentant de cerner au plus près, selon la conjoncture sociale et politique, la figure idéale de l'ennemi intérieur. Dans leur pratique discursive et leur reconstruction historique, les histoires officielles mettent en relief une sorte de «généalogie de la réaction» à travers les parcours d'acteurs qui interviennent dans plusieurs affaires pendant la guerre et après la réunification¹⁶⁰. Il va sans dire que ce processus perdure aujourd'hui.

Du fait de la continuité du régime politique entre la RDVN et le Vietnam communiste unifié, au sein duquel la RDVN de 1945 fait figure de pierre fondatrice pour l'armée et la police populaire (22 décembre 1944 et 12 juillet 1946), la figure de l'ennemi intérieur se maintient et conserve une définition élastique. Elle est régulièrement vilipendée sous les appellations moins idéologiques de «*thu dich*» et de «*ke thu*» (adversaires, ennemis) incarnant toutes «les forces hostiles» (*the luc thu dich*) qui entendent vouloir renverser le «Gouvernement révolutionnaire» (*Chinh quyen cach mang*) ou, plus globalement, «porter atteinte à la sécurité nationale» (*xam pham an ninh quoc gia*)¹⁶¹.

Avec la naissance d'une opposition politique déclarée et revendiquée par de nouveaux partis, par des citoyens ordinaires ou des figures intellectuelles reconnues, et la confrontation du système politique vietnamien à la globalisation, le régime est confronté à la question de la pertinence de l'ennemi intérieur. Cette disposition politique ne fait plus aussi peur qu'auparavant et ne désamorce plus la dissidence. Son impact politique sur la population semble plus limité si l'on considère les procès politiques de janvier 2010¹⁶². Si la logique des procès pédagogiques perdure, son impact est moindre et si l'ennemi intérieur conserve toujours ce caractère de construction mouvante, celle-ci paraît de moins en moins crédible aux yeux de la population. Les adversaires politiques font aujourd'hui figure de réelles victimes d'un appareil incapable de se réformer politiquement, et ces victimes pacifiques engendrent de nouvelles sympathies au sein de la population. Est-ce pour autant la fin de l'ennemi intérieur? Si l'on en croit les dernières interprétations idéologiques proposées dans la presse pour redéfinir la place de l'ennemi dans le processus redouté de «l'évolution pacifique» (*dien bien hoa binh*) du pays vers la démocratie ou le multipartisme (*da dang*) – les deux bêtes noires du régime actuel –, la peur du changement est passée du côté du pouvoir. La nouvelle mise en garde est exprimée à travers le danger potentiel que revêt une «auto-évolution» (*tu dien bien*) pacifique, interne au système¹⁶³. Cette redéfinition d'un ennemi intérieur multiforme fut l'objet principal de la directive n° 34 du 25 juin 2009 émanant du comité d'éducation et de propagande (*Ban Tuyen Giao*)¹⁶⁴. Pour renouveler ses élites politiques, le Parti communiste vietnamien doit donc faire face au sentiment indicible d'une évolution politique qui pourrait lui échapper. Dans un nouveau soubresaut, l'évolution politique pourrait remettre d'actualité la question de l'espion/ennemi intérieur (*noi gian / noi phan*) sans toutefois bénéficier des fruits d'une neutralisation sociale efficace comme à l'époque de la Guerre froide.

NOTES

1. Nguyen Duc Tuan, «An ninh Viet Nam con tren tai CIA», *An Ninh Thu Do*, 5 juillet 2007 (<http://www.anninhthudo.vn/Tianyon/Index.aspx?ArticleID=3531&ChannelID=92>; consulté le 17 février 2010).
2. Voir sa fiche dans CIA, *Vietnam the intelligence war. Bibliographical notes*, Symposium, Centre for the Study of Intelligence, 8 march 2002, [p. 19].
3. Cf. S. Tourison, *Secret Army, Secret War. Washington's Tragic Spy Operation in North Vietnam*, Annapolis, MD, Naval Institute Press, 1995. Voir également R. H. Shultz, JR., *The Secret War against Hanoi*, Harper Collins Publishers, 1999. Un sujet qui suscita un relent de publications au Vietnam et à l'étranger: Vu Dinh Hieu (luoc dich), *Cuoc chien bi mat. Ho so nhung luc luong biet quan nguy* [La guerre secrète. Le dossier des forces spéciales de l'armée fantoche], Hanoi, NXB Lao Dong, 2009; Phan Ba Ky, *Luc-luong dac-biet giua nhung to-chuc chien-tranh khong-quy-uoc* [Les forces spéciales au sein des organisations de la guerre irrégulière], Californie, NXB Nam Van, 2006; Phan Ba Ky, *Biet kich du xam nhap Bac Viet* [Les commandos parachutistes à l'assaut du Nord-Vietnam], NXB Nam Van, 2012; *Bong dem & su mang. Hoat dong chien tranh ngoai le - Luc luong biet hai* [L'ombre de la nuit et le destin. La guerre irrégulière des commandos marins], [Etats-Unis], Nha ky thuat, 7-2010.
4. Chi thi so 17/CT-BNV (V14) ngày 24-10-1992 [Directive n° 17/CT-BNV (V14) du 24 octobre 1992] émanant du ministère de l'Intérieur (cité dans Bo Noi Vu, Cong an tinh Ha Tay, *Lich su Cong an nhan dan Ha Tay (1945-1954)* [Histoire de la Police populaire de la province de Ha Tay], Hanoi, Nxb CAND, 1995, p. 5).
5. Bo Cong An, *60 nam Cong An Nhan Dan Viet Nam (1945-2005)* [60 ans de Police populaire], Hanoi, NXB Cong An Nhan Dan, 2006 (cité désormais, *60 nam CAND Viet Nam*).
6. Voir T. Hang, «Phat dong cuoc thi tim hieu "CAND Viet Nam vi binh yen cuoc song"» [Déclenchement du concours «La Police populaire du Viet Nam pour une vie paisible»], *Viet Bao*, 28 janvier 2005 (<http://vietbao.vn/Xa-hoi/Phat-dong-cuoc-thi-tim-hieu-CAND-Viet-Nam-vi-binh-yen-cuoc-song/45113290/157/>; consulté le 17 février 2010); Ban To Chuc Cuoc Thi [Le comité organisateur], «The le cuoc thi "Cong an nhan dan Viet Nam vi binh yen cuoc song"» [Règlement du concours «La Police populaire du Viet Nam pour une vie paisible»], *Viet Bao*, 31 janvier 2005 (<http://vietbao.vn/The-gioi-tre/The-le-cuoc-thi-Cong-an-nhan-dan-Viet-Nam-vi-binh-yen-cuoc-song/45115159/275/>; consulté le 17 février 2010).
7. Voir les articles du *Viet Bao* des 18, 19 et 22 août 2005 cités en référence. Sur l'affaire CM12, voir la série d'articles de Nguyen Khac Duc, «Bi mat cua mot chien dich phan gian» [Secrets d'une campagne de contre-espionnage], publiée en 9 parties du 25 septembre 2006 au 17 octobre 2006 sur le journal de la Sécurité publique en ligne: <http://vnca.cand.com.vn/vi-vn/truyenthong/2006/12/51302.cand> (page consultée le 1^{er} février 2011) et l'enquête très fouillée de Nguyen Phuoc Tan, *Ke hoach phan gian CM-12, hoi ky nghiep vu* [Le plan de contre-espionnage CM-12, mémoire d'une mission], Hanoi, Nxb Cong An Nhan Dan, 2010.
8. Pour une approche comparative, on lira avec intérêt Roland Lew, «L'ennemi intérieur et la violence extrême: l'URSS stalinienne et la Chine maoïste», in «Construire l'ennemi intérieur», *Cultures & Conflits*, n° 43, automne 2001, <http://conflits.revues.org/index868.html> (consulté le 14 mars 2010). Sur la figure de l'ennemi intérieur en Chine dans les années 1940, du trotskiste à l'espion du Guomindang ou la clique antiparti, voir Dai Qing, *Wang Shuwei and «Wild Lilies». Rectification and purges in the Chinese Communist Party, 1942-1944*, Armonk, New York-Londres, An East Gate Book, M.E. Sharpe, 1994; sur les purges des décennies suivantes, voir Frederick C. Teiwes, *Politics and purges in China. Rectification and the decline of party norms, 1950-1965*, Armonk, New York-Londres, An East Gate Book, M.E. Sharpe, 1993, 2^e éd. et Yang Kuisong, «Reconsidering the Campaign to Suppress Counterrevolutionaries», *The China Quarterly*, n° 193, mars 2008, pp. 102-121.

9. Ayse Ceyhan, Gabriel Périès, «Introduction. L'ennemi intérieur: une construction discursive et politique», in «Construire l'ennemi intérieur», *Cultures & Conflits*, n° 43, automne 2001, article en ligne: <http://conflits.revues.org/index566.html> (consulté le 28 février 2010).
10. *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., pp. 83-84.
11. Cong an Thanh pho Ha Noi, *Cong an thu do. Nhung chang duong lich su (1945-1954)* [Police de la capitale. Les étapes historiques (1945-1954). Vol. I], Hanoi, Nxb Cong An Nhan Dan, 1990, pp. 17-18, cité désormais *Cong an thu do*; *60 nam CAND Viet Nam*, p. 85; Le Ngoc Bon (chu bien), *Lich su luc luong An ninh nhan dan (1945-1954)* [Histoire des forces de la Sécurité populaire (1945-1954)], Hanoi, NXB Cong An Nhan Dan, 2002, pp. 26-27.
12. *Cong an thu do*, op. cit., p. 18.
13. Luu Minh Tri, Nguyen Van Truyen (chu bien), *Bach khoa thu Ha Noi. Tap 3 Chinh tri Ha Noi* [Encyclopédie de Hanoi, vol. 3 Politique], Hanoi, NXB Tu Dien Bach Khoa, 1999, p. 254 et p. 268.
14. Quelques mois après son retour en URSS en juillet 1934, Ho Chi Minh alias Lin intégra l'École Lénine. Il y restera jusqu'à la fin de l'année 1935 avant d'intégrer la section indochinoise de l'École Staline jusqu'en 1938 (voir Sophie Quinn-Judge, *Ho Chi Minh: The Missing Years 1919-1941*, Londres, Hurst & Company, 2003, pp. 202, 216, 218).
15. Sur la formation des cadres vietnamiens en URSS, voir: C. Marangé, *Le communisme vietnamien (1919-1991). Construction d'un État-nation entre Moscou et Pékin*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 103-105.
16. Tran Quoc Hoan, «Tang cuong cong tac dau tranh chong bon phan cach mang» [Intensifier la tâche de lutte à l'égard des contre-révolutionnaires], in Dai Hoi Dai Bieu Toan Quoc Lan Thu Ba cua Dang lao Dong Viet Nam, *Nhung tham luan chu yeu truoc Dai Hoi* [Les débats essentiels avant le Congrès], Ban Chap Hanh Trung Uong, Dang Lao Dong Viet Nam XB, 9-1960, p. 79.
17. Les relations entre l'OSS et le front Vietminh sont analysées en détail dans l'ouvrage de D. R. Bartholomew-Feis, *The OSS and Ho Chi Minh: unexpected allies in the war against Japan*, Lawrence, University Press of Kansas, 2006.
18. Ch. Goscha, «Belated Allies: The Technical Contributions of Japanese Deserters to the Vietminh, 1945-1950», in M. B. Young, R. Buzzanco (dir.), *A Companion to the Vietnam War*, Malden, MA, Blackwell Publishers, 2002, pp. 37-64.
19. Goscha cite le cas de Nguyen Van Ngoc: C. E. Goscha, «Intelligence in a time of decolonisation: The case of the Democratic Republic of Vietnam at war (1945-1950)», *Intelligence and National Security*, Vol. 22, n° 1, février 2007, p. 105.
20. S. Tonnesson, «Problèmes de l'utilisation des archives des services secrets dans les recherches sur le Vietnam pendant la Deuxième Guerre mondiale», in Philippe Le Failler, Jean-Marie Mancini (dir.), *Vietnam sources et approches*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1996, pp. 77-85.
21. G. Boudarel, «1946: l'exemple de la Sûreté coloniale», in G. Boudarel, Nguyen Van Ky (dir.), *Hanoi 1936-1996. Du drapeau rouge au billet vert*, Paris, Éditions Autrement, coll. «Mémoires», n° 48, 1997, pp. 108-121.
22. Pour l'Inde, voir les cas de Le Gian et Tran Hieu, signalés par Ch. Goscha, «Intelligence in a time of decolonization», op. cit., pp. 106-107.
23. Tran Trong Tho, «Xung quanh van de "A.B" trong to chuc Dang thoi ky 1930-1935» [Autour de la question des «A.B» au sein de l'organisation du Parti pendant la période 1930-1945], *Tap chi Xua & Nay*, n° 334, juin 2009, pp. 10-13. Voir aussi Luu Minh Tri, Nguyen Van Truyen (chu bien), *Bach khoa thu Ha Noi*, p. 257.
24. G. Boudarel, *Cents fleurs écloses dans la nuit du Vietnam. Communisme et dissidence 1954-1956*, Paris, Éditions Jacques Bertouin, 1991, p. 207 et sq.

25. *Cong an thu do*, op. cit., p. 14; Luu Minh Tri, Nguyen Van Truyen (chu bien), *Bach khoa thu Ha Noi*, op. cit., p. 254; *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., p. 83.
26. Voir en particulier Lin, «Thu tu Trung Quoc» [Lettre de Chine], in *Ho Chi Minh toan tap*, 3, 1930-1945, Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 2002, pp. 134-137; et «Nhưng chi thi ma toi nho va truyen dat» [Les directives dont je me souviens et que j'ai notifiées], p. 138; Ho Chi Minh, «La ligne du parti durant la période du front démocratique (1936-1939)», in *Écrits (1920-1969)*, Hanoi, Editions en Langues étrangères, 1971, p. 40; Le Ngoc Bon (chu bien), *Lich su luc luong An ninh nhan dan*, op. cit., p. 20; Ngo Van, *Vietnam 1920-1945. Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, Paris, Nautilus, 2000, p. 264; *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., p. 82.
27. Le Vietnam Quoc Dan Dang (Parti national du Vietnam, VNQDD en abrégé), fut fondé à Hanoi en décembre 1927. Le Thanh Nien est l'association de la Jeunesse révolutionnaire du Vietnam, genèse du PCI, dirigée par Ly Thuy, le futur Ho Chi Minh. «Annexe n° 2. Traduction du manifeste et des décisions du 1^{er} Congrès national du Viet Nam Cach Menh Thanh Nien Hoi (Parti de la Jeunesse révolutionnaire annamite) tenu à Hong-Kong, du 1^{er} au 9 mai 1929», in *Gouvernement Général de l'Indochine, Direction des Affaires Politiques et de la Sécurité Générale, «Contribution à l'histoire des mouvements politiques de l'Indochine française, Documents» - Vol. 4. Le «Dong Duong Cong San Dang» ou «Parti communiste indochinois» (1925-1933)*, [Hanoi, s.n., 1933], p. 61.
28. Luu Minh Tri, Nguyen Van Truyen (chu bien), *Bach khoa thu Ha Noi*, op. cit., p. 187. Voir aussi F. Guillemot, «Au cœur de la fracture vietnamienne: l'élimination de l'opposition nationaliste et anticolonialiste dans le Nord du Vietnam, 1945-1946», in C. E. Goscha, Benoît de Tréglodé (dir.), *Naissance d'un État-parti. Le Vietnam depuis 1945*, Paris, Les Indes Savantes, 2004, pp. 175-216.
29. Hoang Van Chi, *From colonialism to communism. A case history of North Vietnam*, New York, Frederick A. Praeger, Publishers, [1964], 1968, 3^e éd., pp. 109-110.
30. Un épisode sanglant de l'histoire chinoise rappelé brièvement dans C. Marangé, *Le communisme vietnamien*, op. cit., p. 264.
31. Mach Quang Thang, «Co hay khong to chuc A.B. o Viet Nam truoc nam 1945?» [Y a-t-il eu ou non une organisation A.B. au Vietnam avant 1945?], *Tap chi Xua & Nay*, n° 401, avril 2012, pp. 23-24 et 39. Selon cet auteur, l'existence des A.B. reposait seulement sur quelques articles politiques de Trung Chinh publiés en 1944 dans le *Drapeau de la libération (Co Giai phong)*, l'organe du PCI à cette époque.
32. Dans ses mémoires, Ha Thuc Ky raconte que bien avant son adhésion au Dai Viet, alors qu'il officiait dans un maquis du Vietminh au Laos, il fut accusé d'être un membre dangereux du VNQDD seulement pour avoir osé contredire un commissaire politique, voir: Ha Thuc Ky, *Song con voi dan toc, hoi ky chinh tri* [Survivre avec le peuple, mémoires politiques], [S.l.], Phuong Nghi an hanh, 2009, p. 105.
33. C. E. Goscha, *Vietnam, un Etat né de la guerre 1945-1954*, Paris, Armand Colin, 2011, voir chapitre V.
34. Sur ces deux transfuges, voir Hoang Dinh, «Tro ve tu Tan Trao» [De retour de Tan Trao], *Ha Noi Mot Online*, 22 mai 2011 [sur Tran Huy Lieu en 1945-1946]; Nguyen Son Lien, «Ong Bui Duc Minh - mot trong nhung can bo lanh dao dau tien cua luc luong Cong an VN» [Bui Duc Minh, un des premiers cadres dirigeants des forces de Sécurité du VN], *Cong An Nhan Dan* (cand.com), 16 novembre 2005.
35. Cf. «Sac lenh cua Chu tich Chinh phu lam thoi, so 8 ngay 5 thang 9 nam 1945» [Décret du Président du Gouvernement provisoire, n° 8, du 5 septembre 1945] (lien: <http://luat.xalo.vn/phap-luat/Sac-lenh/121035766/Sac-lenh-Ve-viec-giai-tan-Dai-Viet-quoc-gia-xa-hoi-Dang-va-Dai-Viet-Quoc-dan-Dang.html> (consulté le 17 février 2010). Cette directive est la première d'une série qui affiche une certaine continuité jusqu'à nos jours: Do Van Dung, «Ve mot so sac luat va phap lenh dau tranh chong cac the luc phan cach mang o Viet Nam» [À propos de quelques décrets et ordonnances sur la lutte contre les forces antirévolutionnaires au Vietnam], *Tap chi Lich Su Quan Su*, n° 214, octobre 2009, pp. 32-34.

36. Luu Minh Tri, Nguyen Van Truyen (chu bien), *Bach khoa thu Ha Noi*, op. cit., p. 259. Voir aussi: Le Ngoc Bon (chu bien), *Lich su luc luong An ninh nhan dan*, pp. 35-36.
37. Le Front QDD consistait en une alliance réalisée en Chine du Sud en mai 1945 entre le VNQDD, le DVQDD et le Dai Viet Dan Chinh, parti politique du célèbre écrivain Nhat Linh, Nguyen Tuong Tam, futur ministre des Affaires Étrangères de la RDVN en 1946. Le Front fut officiellement mis sur pied le 15 décembre 1945 à Hanoi.
38. L'appareil policier restait effectivement dans les mains du Vietminh-PCI, voir *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., p. 100; *Cong an thu do*, op. cit., pp. 70-71; Le Ngoc Bon (chu bien), *Lich su luc luong An ninh nhan dan*, op. cit., p. 62.
39. Luu Minh Tri, Nguyen Van Truyen (chu bien), *Bach khoa thu Ha Noi*, op. cit., pp. 263-264.
40. De multiples exemples peuvent être trouvés dans la presse du Vietminh à partir du mois d'août 1945, voir notamment *Cuu Quoc*, n° 33, 29 août 1945, p. 2 («Bon phan quoc hay coi chung!» [Les traîtres doivent prendre garde!]. Les termes «Viet gian phan quoc» sont repris par Tran Quoc Hoan dans son texte de 1960: Tran Quoc Hoan, «Tang cuong cong tac dau tranh chong bon phan cach mang», art. cit., pp. 79-80.
41. Outre les Mémoires de Vo Nguyen Giap, Tran Quoc Hoan, Nguyen Tai et Le Gian, voir celles de Huy Can, *Hoi ky song doi* [Mémoires jumelles], tap II, Hanoi, NXB Hoi Nha Van, 2003, pp. 158-162 («Xuan Dieu tranh dau chong bon phan dong Quoc Dan dang»).
42. Le 12 juillet est aujourd'hui la date officielle de commémoration de la création des Forces de la Sécurité populaire du Vietnam (Luc luong an ninh nhan dan). Cette opération policière d'envergure fut déclenchée à la suite de la célèbre affaire dite de «On Nhu Hau» qui incrimina l'opposition nationaliste, voir Guillemot, «Au cœur de la fracture vietnamienne», op. cit., pp. 193-199. Pour la version officielle de cette lutte politique, voir: *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., pp. 105-108; Le Ngoc Bon (chu bien), *Lich su luc luong An ninh nhan dan*, op. cit., pp. 65-78.
43. Ces premières exécutions, judicieusement ciblées ou causées par l'emballement révolutionnaire, n'en sont pas moins symboliques et marquèrent d'emblée du sceau de la terreur l'avènement du nouveau régime.
44. Sur le Front QDD, voir Nguyen Duc Cung, «Mat Tran Quoc Dan dang: Mot ket hop chinh tri giai doan 1945-1946» [Le Front des partis nationalistes: une alliance politique de la période 1945-1946] (<http://thongluan.org/vn/modules.php?name=News&file=article&sid=4450>, consulté le 17 mars 2009). Sur la répression du Dai Viet Duy Dan à Hoa Binh, voir: *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., pp. 103-104. Sur l'arrestation de Trung Tu Anh, voir *Cong an thu do*, op. cit., p. 71, note 1.
45. Le Ngoc Bon (chu bien), *Lich su luc luong ...*, op. cit., p. 103.
46. *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., p. 118; Le Ngoc Bon (chu bien), *Lich su luc luong...*, pp. 116 et 118.
47. *Cong an thu do*, op. cit., p. 149.
48. Voir le témoignage de Nguyen Bac, *Au cœur de la ville captive. Souvenir d'un agent du Vietminh infiltré à Hanoi*, Paris, Arléa, 2004; et le roman de Ton Ai Nhan, *Trinh sat Ha Noi* [Agent secret à Hanoi], Hanoi, NXB Cong An Nhan Dan, 1987.
49. En 1947 deux figures politiques majeures avaient déjà été assassinées: Nguyen Van Sam, figure importante du nationalisme au Sud, et Trung Dinh Tri, chef du Conseil du Nord (Hoi dong an dan Bac Viet) à Hanoi (voir *Cong an thu do*, op. cit., p. 132 et note 1; *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., pp. 116-117; Le Ngoc Bon (chu bien), *Lich su luc luong...*, op. cit., pp. 105-106.
50. *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., p. 128, note 1.
51. *Ibid*, pp. 126-127.
52. Sur cette affaire rocambolesque qui associa guerre psychologique contre le Parti Dai Viet et attentat anti-français, voir C. Goscha, «Intelligence in a time of decolonization», op. cit., pp. 123-125; F. Guillemot, «Révolution nationale et lutte pour l'indépendance au Vietnam. L'échec de la troisième voie Dai Viet

- (1938-1955)», Thèse de doctorat, EPHE, juin 2003, pp. 667-672. Un portrait peu reluisant de cet agent double puis triple est brossé par le général Henri Jacquin (*La guerre secrète en Indochine*, Paris, Olivier Orban, 1979).
53. *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., pp. 144-145.
54. Do Van Dung, «Ve mot so sac luat va phap lenh...», art. cit., p. 33.
55. *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., p. 147. Tran Quoc Hoan fut ministre de la Sécurité publique de 1953 à 1980. Pour un rappel biographique succinct de Tran Quoc Hoan, voir Ngoc Phi, «Dong chi Tran Quoc Hoan – nguoi chien si cach mang trung kien cua Dang, nha lanh dao xuất sac cua Cong an Viet Nam» [Le Camarade Tran Quoc Hoan – le fidèle combattant révolutionnaire du Parti, l'éminent dirigeant de la Sécurité publique], *Bao Cong an nhan dan*, thu bay, 2 septembre 2006 (présentation de l'ouvrage éponyme paru en 2006, voir références bibliographiques).
56. Sur la guerre menée au Sud sous l'égide de Nguyen Binh, voir C. E. Goscha, «"La guerre par d'autres moyens". Réflexion sur la guerre du Vietnam dans le Sud-Vietnam de 1945 à 1951», *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 206, 2002, pp. 29-57.
57. *Cong an thu do*, op. cit., pp. 250-251.
58. C. Goscha, «Intelligence in a time of decolonization», op. cit., pp. 118-119.
59. Hoang Van Chi, *From colonialism to communism*, op. cit., voir ch. 12, 13, 14.
60. C. Goscha, «Intelligence in a time of decolonization», op. cit., p. 116.
61. *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., pp. 151-152. Dang Phong souligne l'envergure de la répression qui toucha 172 008 personnes. Sur ce chiffre, 71,6 % soit 123 266 victimes, furent reconnues condamnées à tort lors de la campagne de rectification des erreurs (voir Dang Phong (chu bien), *Lich su kinh te Viet Nam 1945-2000, tap II 1955-1975* [Histoire économique du Vietnam 1945-2000, vol. II 1955-1975], Hanoi, Nxb Khoa Hoc Xa Hoi, 2005, p. 85).
62. G. Boudarel, *Cents fleurs...*, op. cit., p. 186. Une analyse explicitement détaillée dans C. Marangé, *Le communisme vietnamien*, op. cit., pp. 249-267.
63. G. Boudarel, *Cents fleurs...*, op. cit., pp. 185 et 191.
64. Sur ces deux romans, voir l'analyse de Hoang Ngoc Thanh, *Vietnam's Social and Political Development as Seen through the Modern Novel*, New York, Peter Lang, American University Studies, 1991, pp. 221-225, 241. Voir aussi la pièce de théâtre de Hoang Tich Linh (Comme moi, Riz nouveau) résumée par Boudarel dans laquelle Chung, un cadre clandestin du Parti pendant la guerre d'Indochine, est suspecté d'être un «*Quoc Dan Dang phan dong*» (*Cents fleurs...*, op. cit., pp. 215-217). Le texte original est paru dans *Tram hoa dua no tren dat Bac* [Cent fleurs écloses sur la terre du Nord], Saigon, Mat Tran Bao Ve Tu Do Van Hoa, 1959, pp. 173-195.
65. C. Goscha, «Intelligence in a time of decolonization», op. cit., pp. 118-119.
66. G. Boudarel, *Cents fleurs*, op. cit., pp. 188-189.
67. Voir G. Boudarel, *Cents fleurs...*, op. cit., p. 153, se basant sur un roman de Doan Quoc Sy. Voir aussi la définition et l'analyse du *chinh huan* dans son étude: «L'idéocratie importée au Vietnam avec le maoïsme», dans G. Boudarel (dir.), *La bureaucratie au Vietnam. Dossier contradictoire*, Paris, L'Harmattan, coll. Vietnam-Asie-Débat 1, 1983, pp. 31-105; et Qiang Zhai, *China and the Vietnam wars, 1950-1975*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2000, pp. 34-35.
68. Sur les détails de cette opération idéologique, voir Hoang Van Chi, *From colonialism to communism*, pp. 107-159 (Part IV: Though Reform). Hoang Van Chi distingue les quatre phases de la «révolution idéologique» initiée par le Parti jusque dans les années 1960: 1946-1954 contre «l'influence culturelle française», 1953-1956 contre le «féodalisme», 1957-1959 contre «l'idéologie bourgeoise» et à partir de 1959 contre «l'idéologie petite-bourgeoise», voir pp. 112-113. Sur «l'homme nouveau», voir C. Marangé, *Le communisme vietnamien*, op. cit., p. 255.

69. Voir «Bao cao tong ket cong tac chinh don chi bo trong CCRD dot III o Bac Giang» [Rapport sur le bilan du travail de refonte des cellules lors de la 3^e phase de la Réforme agraire à Bac Giang], IAO, Fonds Boudarel, dossier «Chinh don», pp. 275-300; «Cuoc dau tranh quyet liet voi bon phan dong chui vao trong chi bo cu o xa Thang-Long (Thai Binh)» [La lutte énergique contre la clique réactionnaire infiltrée dans l'ancienne cellule du Parti de la commune de Thanh Long, province de Thai Binh], dos. «Chinh don», pp. 307-312; «Kinh nghiem giai tan chi bo Thai Hoa tinh Son Tay (trong cai cach ruong dat dot 3)» [L'expérience de la dissolution de la cellule de Thai Hoa, province de Son Tay (pendant la 3^e phase de la réforme agraire)], dos. «Chinh don», pp. 367-375.
70. C'est précisément le sujet de la nouvelle de l'écrivain Vo Van Truc, *Chuyen lang ngay ay* [Histoires villageoises en ces temps-là], Hanoi, NXB Lao Dong, 1993, voir en particulier «Dau tranh chinh tri» [Lutte politique], pp. 129-174. Voir aussi les arrestations de Nguyen Mac, fabricant de chaussures, et de Bui Van Hac, ancien coureur cycliste, tous deux accusés d'avoir été membres du VNQDD lors de séances d'accusation publique (G. Boudarel, *Cents fleurs...*, op. cit., p. 227 citant Nguyen Ngoc Thanh, *Truyen nguoi vuot Tuyen*, Saigon, 1959).
71. Thuy Khue, «Nhan Van Giai Pham, phan VIII: Thuy An» [Humanisme et Belles Œuvres, 8^e partie: Thuy An], (http://www.rfi.fr/actuvi/articles/119/article_5538.asp, consulté le 13 mars 2010).
72. Thuy Khue, «Nhan Van Giai Pham, phan X: Le Dat» [Humanisme et Belles Œuvres, 10^e partie: Le Dat] (http://www.rfi.fr/actuvi/articles/120/article_6144.asp, consulté le 13 mars 2010).
73. G. Boudarel, *Cents fleurs...*, op. cit., p. 213. Boudarel fait reposer cette poussée totalitaire essentiellement sur l'enseignement des experts communistes chinois (p. 212) des années 1950, sans toutefois mettre en cause la paranoïa inhérente au système communiste lui-même. Dès 1947, des massacres de populations jugées «réactionnaires» avaient touché le Sud, donc loin de l'influence chinoise (voir François Guillemot, «Autopsy of a massacre. On a political purge in the early days of the Indochina war (Nam Bo 1947)», *EJEAS*, Vol. 9, n°2, 2010, pp. 225-265).
74. Ch. Goscha, «Intelligence in a time of decolonization», op. cit., pp. 125-128.
75. Ha Minh Quoc, «Anh Tran Dang Ninh voi Vu an gian diep H122», in *Tran Dang Ninh, con nguoi va lich su* [Tran Dang Ninh, l'homme et l'histoire], Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 1996, pp. 232-240.
76. Ha Minh Quoc, art. cit., p. 235.
77. Pendant la réforme agraire, le recours à la torture, visant l'extorsion des aveux, fut condamné par Ho Chi Minh en personne. Boudarel qui soulève un tabou note: «Le fait que Ho Chi Minh lui-même s'éleva ouvertement contre elle, en fin 1954, montre que ces pratiques étaient connues en haut lieu et sans doute, dès le départ assez répandues.» (*Cents fleurs...*, op. cit., pp. 177-178).
78. *Ibid.*, p. 239.
79. Voir F. Guillemot, *Révolution nationale...*, op. cit., pp. 427-434.
80. Bo Noi Vu, Tong Cuc I, Cuc bao ve chinh tri, *Luc luong chong phan dong. Lich su bien nien (1945-1954). Luu hanh noi bo* [Les forces contre la réaction. Histoire chronologique. Diffusion interne], NXB Cong An Nhan Dan, 1996.
81. Truong Chinh, *Écrits 1946-1975*, Hanoi, Éditions en Langues Etrangères, 1977, p. 44.
82. *Ibid.*
83. Hong Ha, «May kinh nghiem chu yeu cua 15 nam bao ve chinh quyen cach mang» [Quelques expériences fondamentales de quinze années de protection du gouvernement révolutionnaire], *Noi san Tuyen Huan*, 16 août 1960, chi luu hanh trong noi bo Dang, pp. 13-21.
84. Tran Quoc Hoan, «Tang cuong cong tac dau tranh chong bon phan cach mang», art. cit. Une lutte contre la «réaction» qui fut défendue avec la même ardeur après la réunification: Tran Quoc Hoan, *Mot so van de dau tranh chong phan cach mang. Toi mat (chi luu hanh noi bo nganh Cong an)* [De quelques questions relatives à la lutte contre les contre-révolutionnaires. Secret (diffusion interne

- aux services de la Sécurité publique], Vien Nghien Cuu Khoa Hoc Cong An, décembre 1975. Sur la méthode Tran Quoc Hoan «La répression associée à la clémence», voir *Dong chi Tran Quoc Hoan*, pp. 396, 575-576.
85. *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., p. 28.
86. Dans son ouvrage sur l'affaire CM-12 entre 1981 et 1984, Nguyen Phuoc Tan, en charge du «bureau contre la réaction intérieure» (Phong chong phan dong noi dia), emploie à plusieurs reprises les termes «phan dong noi dia» pour désigner la cible des Services de sécurité de la RSVN (Nguyen Phuoc Tan, *Ke hoach phan gian CM-12*, op. cit., pp. 10, 12, 14 et sq.)
87. Sur cette période charnière, voir le témoignage de G. Tongas, *J'ai vécu dans l'enfer communiste au Nord Vietnam et j'ai choisi la liberté*, Paris, Nouvelles Éditions Debresse, 1960; et l'étude de P. Devillers, J. Lacouture, *Vietnam de la guerre française à la guerre américaine*, Paris, Seuil, coll. Esprit «Frontière ouverte», 1969.
88. Dang Manh Hoan, Nguyen Trong Khue (chu bien) – Bo Noi Vu, Vien Khoa Hoc Cong An, *Cong an nhan dan Viet Nam nua the ky chien dau va trong thanh [1945-1995]* [La Police populaire du Vietnam, un demi-siècle de luttes et de maturité], Hanoï, NXB Cong An Nhan Dan, 1995, p. 42.
89. Pham Chuyen, Le Mau Han (chu bien), *Cong an Thu do. Nhung chang duong lich su, tap II 1954-1975* [Police de la Capitale. Étapes historiques, vol. II, 1954-1975], Hanoï, Cong an Thanh pho Ha Noi, 1995, pp. 14-15, cité désormais *Cong an thu do II*.
90. *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., p. 160.
91. *Ibid.*, pp. 160-161.
92. *Cong an thu do*, op. cit., p. 250.
93. *Ibid.*, p. 250 et note 1. Son portrait est publié dans Le Ngoc Bon (chu bien), *Lich su cong an quan Hai Ba Trung (1945-1995)* [Histoire de la Police populaire du district Hai Ba Trung (1945-1995)], Hanoï, NXB Cong An Nhan Dan, 1997, p. 111.
94. *Ibid.*, pp. 250-251.
95. P. Hansen, «Bac di cu: Catholic Refugees from the Nord of Vietnam and their Role in the Southern Republic, 1954-1959», *Journal of Vietnamese Studies*, Vol. 4, n° 3, 2009, pp. 173-211.
96. L'histoire de cette affaire est décrite en détail dans: *60 nam CAND Viet Nam*, op. cit., pp. 170-172; Bo Cong An, Vien Lich su Cong an, *Lich su Cong an Lien khu ba (1948-1958). So thao* [Histoire de la Sécurité de l'Interzone 3. Esquisse], Hanoï, NXB Cong An Nhan Dan, 2003, p. 274-277, cité désormais *Lich su Cong an LK3; Cong an thu do II*, op. cit., pp. 70-71. Voir aussi Pham Van Mien, «Tam huan chuong va dieu bi mat sau 30 nam» [La décoration et l'affaire secrète après 30 ans], in *Tong tap bao chi Viet Nam, Bao Cong an nhan dan co quan cua Bo Cong an 1996-2000*, Hanoï, Nxb Chinh tri quoc gia, 2002, pp. 120-124.
97. Voir les articles: «Vu an C30 (Tran Minh Chau): Nhung dong gop tham lang cua nhan dan trong su nghiep bao ve ANTQ» [L'affaire C30 (Tran Minh Chau): les contributions silencieuses du peuple dans l'œuvre de la défense de la Sécurité Nationale], cand.com, Thu sau, 02-09-2005, (consulté le 14-12-2009); «Nhan ky niem 60 nam Ngay thanh lap cong an nhan dan (19/8/1945 – 19/8/2005): Chuyen an C30 – Moc son ve vang cua luc luong an ninh Viet Nam» [À l'occasion des 60 ans de la fondation de la Police populaire, l'affaire C-30: Étape glorieuse des forces de sécurité du Viet Nam], Bao Ha Noi Moi dien tu, 19-07-2005, (tirage du 14/12/2009); «Chuyen an C30 – Khoanh khac lich su khong the nao quen cua cac chien si An ninh» [L'affaire C30 – Un petit moment d'histoire que les combattants de la Sécurité ne peuvent oublier], cand.com, Thu sau, 18-08-2006, (consulté le 03-12-2009).
98. Notre survol s'appuie sur K. Conboy, D. Andradé, *Spies and Commandos. How America Lost the Secret War in North Vietnam*, Lawrence, Kansas, University Press of Kansas, 2000, pp. 1-15 (ch. 1); et *Lich su Cong an LK3*, op. cit., pp. 274-277.

99. Cette «force de police à disposition de l'autorité civile» se serait élevée à 20 000 hommes, voir: Bureau de guerre psychologique des F.T.N.V., *Esquisse du Nord Vietnam. Fascicule à l'usage des cadres français arrivant au Nord Vietnam*, décembre 1953, p. 23.
100. Phan Huy Quat fut ministre de la Défense dans le gouvernement de Buu Loc du 12 janvier au 7 juillet 1954, date de la mise en place du gouvernement dirigé par Ngo Dinh Diem cumulant les fonctions de Président du conseil et ministre de la Défense. Conboy et Andradé ne précisent pas le jour de cette rencontre (*ibid.* p. 4).
101. K. Conboy, D. Andradé, *Spies and Commandos*, op. cit., pp. 3-4.
102. *Ibid.*, p. 6 (citant une interview avec Dang Van Sung le 11 mars 1996).
103. *Ibid.*
104. *Ibid.*, pp. 6-7.
105. Dang Vuong Hung, «Mot bi an cua vu an gian diep noi tieng C30» [L'énigme de la célèbre affaire d'espionnage C30], in Dang Vuong Hung, *Chay tron va mat tich, phong su – tu lieu* [Fuir et disparaître, reportages et documents], Hanoï, NXB Hoi Nha Van, 2000, pp. 193-195.
106. Dang Vuong Hung, «Mot bi an cua vu an gian diep noi tieng C30», pp. 195-198; K. Conboy, D. Andradé, *Spies and Commandos*, op. cit., pp. 7-8 et p. 9.
107. *Ibid.*, p. 9.
108. Dang Vuong Hung, «Mot bi an cua vu an gian diep noi tieng C30», pp. 199-201.
109. *Cong an thu do II*, op. cit., pp. 70-71; K. Conboy, D. Andradé, *Spies and Commandos*, op. cit., p. 12.
110. *Ibid.*, pp. 12-13.
111. *Lich su Cong an quan Hai Ba Trung*, op. cit., p. 107.
112. Dang Vuong Hung, «Mot bi an cua vu an gian diep noi tieng C30», pp. 202-216.
113. Cf. Don Thuong - Duc Tuyen, «“Vet thuong” khong xep hang (bai 1): chuyen an C30 va “ke phan boi to quoc”» [«Blessure» non classée (leçon 1): l'affaire C30 et «le traître à la patrie»], *Dai Doan Ket Online*, 18 juillet 2008 (consulté le 3 décembre 2009).
114. K. Conboy, D. Andradé, *Spies and Commandos*, op. cit., p. 7.
115. *Cong an thu do II*, op. cit., p. 40.
116. S. Tourison, *Secret Army, Secret War*, op. cit., p. 8.
117. Pour faire pression sur le Dai Viet, sur ordre de Diem, deux éléments clés du groupe de Dang Van Sung avaient été arrêtés. Ils avaient été relâchés peu après, suite à une vive protestation de Sung. Dans un entretien, Sung affirma que cette passation de pouvoir de son réseau d'espions à Diem, l'avait terriblement affecté (Thuy Giao, «Tuong niem Dang Van Sung», *Xay Dung*, n° 102, 30 mai 1998, pp. 35-36). Cette affaire renforça la fracture entre le Parti Dai Viet et le gouvernement de Ngo Dinh Diem.
118. K. Conboy, D. Andradé, *Spies and Commandos*, op. cit., pp. 10-12.
119. *Lich su Cong an quan Hai Ba Trung*, op. cit., pp. 106-107.
120. K. Conboy, D. Andradé, *Spies and Commandos*, op. cit., pp. 8, 10 et 13-15. Dang Phong revient sur ces affaires en accusant ces groupes d'avoir détruit la pagode au pilier unique à Hanoï, voir Dang Phong (chu bien), *Lich su kinh te Viet Nam, tap II*, pp. 69-71.
121. Par exemple, un groupe du Dai Viet Duy Dan fut démantelé à Ha Dong en avril 1959; en décembre 1960, ce fut celui de Hoang Si Xuy, un ancien des Jeunesses nationalistes (voir *Cong an thu do II*, op. cit., pp. 78-79). De multiples exemples fictifs ou réels mettant en scène l'activisme d'organisations catholiques, Dai Viet, VNQDD ou de divers fronts anticommunistes en pleine réforme agraire entre 1954 et 1958 dans l'interzone III sont compilés dans *Lich su Cong an LK3*, op. cit., pp. 231-328 (ch. 3).
122. Sur la mise en place à Hanoï de ce contrôle social serré et de son objectif, voir G. Boudarel, *Cent fleurs...*, op. cit., pp. 223-227.

123. Ce service joua un rôle prépondérant dans les opérations contre les espions-commandos venus du Sud mais aussi pour informer les services de sécurité du Lao Dong au Sud, voir: Nguyen Van Truc, «Chi vien tin tuc cho mien Nam, mot chien cong tham lang» [Pouvoir l'information au Sud une victoire secrète], *Cong An Nhan Dan*, 27 avril 2011 (<http://www.cand.com.vn/vi-VN/trongmatdan/2011/4/148279.cand>; consulté le 9 août 2012). Le KG2 prit plus tard le nom de code de A22 et contribua à fortement à la réussite de l'affaire CM-12 (voir: Nguyen Phuoc Tan, *Ke hoach phan gian CM-12, op. cit.*, pp. 78-79).
124. «Mot to chuc gian diep cua My-Diem bi dua ra xet xu. Nhung ten dau so da bi nghiem tri» [Une organisation d'espions américano-diemiste sur le banc des accusés. Les chefs de bande ont été sévèrement punis], *Nhan Dan*, chu nhat 5 avril 1959, pp. 1-2.
125. «Nang cao canh giac, kien quyet tran ap bon phan cach mang» [Rehausser la vigilance, réprimer résolument les contre-révolutionnaires], *Nhan Dan*, chu nhat 5 avril 1959, pp. 1 et 4.
126. *Cong an thu do II, op. cit.*, p. 71.
127. «Xa luan: Quan tam day du hon nua den cong tac bao ve», *Tap chi Quan Doi Nhan Dan*, nam thu ba, so 14, thang muoi 1959, pp. 1-3.
128. Sur l'édification d'un réseau de renseignement au Sud, voir: Bo Cong An, *Dong chi Tran Quoc Hoan voi Cong an nhan dan Viet Nam* [Le camarade Tran Quoc Hoan avec la Police populaire du Vietnam], Hanoi, NXB Cong An Nhan Dan, 2004, pp. 91-92, 227, 237-238, 312, 540-553. Plus de 11 000 cadres auraient été ainsi formés.
129. Hong Chuong, «Phai tuoc vu khi ten phan dong ay» [Il faut dépouiller de son arme ce réactionnaire-là], *Hoc Tap*, n°1, 1959, pp. 22-33.
130. Le document édité à cette occasion est édifiant, voir: *Bon Nhan Van Giai Pham truoc toan an du luan* [La clique Humanisme et Belles Œuvres devant le tribunal de l'opinion publique], Hanoi, Su That, juin 1959. À propos de la littérature produite sur cette affaire, voir: Thuy Khue, «Nhan Van Giai Phamphan I: tim hieu phong trao» [Humanisme et Belles Œuvres, 1^{re} partie: comprendre le mouvement (http://www.rfi.fr/actuvl/articles/113/article_3497.asp, consulté le 13 mars 2010). Voir aussi l'étude de H. Schütte, *Fünzig Jahre danach, Hundert Blumen in Vietnam, 1954-1960*, Berlin, Regiospectra Verlag, 2010.
131. G. Tongas, *J'ai vécu dans l'enfer communiste, op. cit.*, p. 139.
132. *Ibid.*
133. O. Fallacci, *Témoignage sur le Nord-Vietnam (Une journaliste italienne parle)*, Sablé-sur-Sarthe, Imp Coconier, 1969.
134. B. de Hartingh, *Entre le peuple et la nation. La République démocratique du Vietnam de 1953 à 1957*, Paris, EFEO, monographies n° 189, 2003, p. 403 (Les lois sont décrites aux pp. 403-417).
135. Sur l'exemple de la lutte contre l'ennemi, voir B. de Hartingh, *op. cit.*, pp. 402 et 416.
136. Vu Thu Hien, *Dem giua ban ngay, hoi ky* [La nuit en plein jour], Virginia, Tieng Que Huong, 2008, réédition (publié en 1997 chez Van Nghe), p. 623. Loin des hagiographies officielles, Vu Thu Hien dresse un portrait au vitriol de l'homme fort de la Sécurité publique. Du «petit Canh vleur» au «violeur de Nong Thi Xuan», il détaille par la voix de Nguyen Tao, le parcours édifiant du ministre le plus redouté du Vietnam communiste pendant un quart de siècle, voir chap. 34, pp. 618-636. «L'affaire Nong Thi Xuan» est le thème central du roman de Duong Thu Huong, *Au Zénith*, Paris, Sabine Weispeser, 2009. Voir également, Nguyen Minh Can, *Cong ty doi hoi* [L'exigence de justice], Westminster, Van Nghe, 1997, pp. 311-331 et pp. 377-394.
137. Vu Thu Hien, *Dem giua ban ngay...*, *op. cit.*, p. 621.
138. Le mode opératoire de ces procès à vocation pédagogique rappelle les «procès publics exemplaires» organisés en URSS durant la Grande Terreur, voir: N. Werth, *La terreur et le désarroi. Staline et son système*, Paris, Perrin, coll. «Tempus», 2007, pp. 300-329 (chap. 13). D'une façon plus générale, voir E. Le Roy Ladurie (dir.), *Les grands procès politiques. Une pédagogie collective*, Paris, Éditions du Rocher, coll. «Démocratie ou totalitarisme», 2002.

139. S. Quinn-Judge, «The Ideological Debate in the DRV and the Significance of the Anti-Party Affair, 1967-1968», *Cold War History*, Vol. 5, n° 4, novembre 2005, pp. 479-500; M. Grosheim, «Revisionism in the Democratic Republic of Vietnam: New evidence from the East German Archives», *Cold War History*, Vol. 5, n° 4, novembre 2005, pp. 451-477.
140. «Luoc ghi bai noi chuyen cua dong chi Le Duan tai Hoi nghi Cong an toan quoc lan thu 17» [Retranscription sommaire du discours du camarade Le Duan lors de la 17^e Conférence nationale de la Sécurité publique] in *Tai lieu ve Hoi nghi Bao ve tri an toan Mien Bac, thang 4 nam 1963* [Documents de la Conférence sur la Protection et la sécurité du Nord, avril 1963], Bo Cong An, 1963, p. 10.
141. Deux rapports éloquentes édités par le Département de la presse et de l'information présentent les tentatives d'infiltration des espions commandos à partir du Sud-Vietnam. Par la précision des faits consignés, ils démontrent toute l'attention que la Sécurité publique nord-vietnamienne portait à ces opérations. Voir RDVN, Département de la presse et de l'information, *Quelques preuves sur les activités de sape des États-Unis et de leurs agents au Nord-Vietnam*, Hanoi, Ministère des Affaires étrangères, 1963; RDVN, Département de la presse et de l'information, *Les activités criminelles des États-Unis et de leurs agents au Nord Vietnam*, Hanoi, Ministère des Affaires Étrangères, 1964.
142. Un témoignage unique du sort réservé aux espions-commandos de la République du Vietnam est donné dans l'autobiographie de Dang Chi Binh, fait prisonnier à Hanoi en 1962. Depuis octobre 2009, son témoignage sur le Goulag nord-vietnamien est intégralement téléchargeable sur internet: http://namdatviet.com/thep_den/0/.
143. Chi thi cua Ban Bi Thu, so 98-CT/TW, ngay 15 thang 8 nam 1958: «Ve van de doi pho voi am muu cua dich dinh gay di cu va dua gian diep, biet kich ra mien Bac» [A propos de la réponse à apporter au complot de l'adversaire visant à provoquer l'émigration et à envoyer des espions-commandos dans le Nord], in *Van Kien Dang toan tap, tap 19, 1958*, Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 2002, pp. 289-290.
144. À titre d'exemple, voir Tran Duc, «Van de "trung tam" va "khuu chinh" cua cuoc van dong xay dung dan quan tu ve va quan hau bi» [La question "centrale" et le "maillon essentiel" de la campagne d'élaboration des milices d'autodéfense et de l'armée de réserve], *Tap chi Quan Doi Nhan Dan*, nam thu nam, so 12, thang chap 1961, pp. 32-36; et aussi Tran Duc, «Cong tac chinh tri trong huan luyen quan su cua dan quan tu ve» [Tâche politique dans l'entraînement militaire des milices d'autodéfense populaires], in *Cong tac tu tuong trong huan luyen quan su (chi luu hanh noi bo)* [Tâche idéologique dans l'entraînement militaire (diffusion interne)], Hanoi, NXB Quan Doi Nhan Dan, 1964.
145. Vu Thanh, «Am muu, hoat dong quan su cua quan doi Mien Nam trong 6 thang dau nam 1961» [Complots, activités militaires de l'armée sudiste dans les six premiers mois de l'année 1961], *Tap chi Quan Doi Nhan Dan*, nam thu nam, so 9, thang chin 1961, p. 59.
146. Chi thi cua Ban Bi Thu, so 20-CT/TW, ngay 26 thang 6 nam 1961: «Ve cong tac doi pho voi hoat dong tung biet kich gian diep cua bon My - Diem ra pha hoai mien Bac nuoc ta» [À propos de la réplique aux actions d'envoi de commandos d'espions de la clique américano-diemiste pour détruire notre État], in *Van Kien Dang toan tap, tap 22, 1961*, Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 2002, pp. 337-344.
147. Cao Kinh, «Chong gian diep biet kich» [Contre les espions-commandos], *Tap chi Quan Doi Nhan Dan*, nam thu nam, so 12, 12-1961, pp. 48-51, 53; Cao Son, «Mot vai kinh nghiem diet biet kich nhay du cua dan quan Tay-bac trong khang chien» [Quelques expériences de destruction des commandos parachutistes par les milices populaires du Tay Bac pendant la résistance], *Tap chi Quan Doi Nhan Dan*, nam thu nam, so 9, 9-1961, pp. 33-36. Sur la genèse de la doctrine américaine des «Small Wars», voir Wray R. Johnson, *Vietnam and American doctrine for small wars*, Bangkok, White Lotus, 2001 (chap. 1 et 2).
148. Cong An Nhan Dan, «Gap mat nhan chung chong gian diep biet kich tren dia ban Tay bac [Rencontre avec les témoins de la lutte contre les commandos d'espions sur la région du Nord Ouest]», *Tin Tuc Xa Lo Online*, 4-7-2007.

149. 60 nam CAND Viet Nam, *op. cit.*, p. 204.
150. Ce dispositif fut particulièrement mis en avant lors de la 17^e conférence nationale de la Sécurité publique, voir: *Tai lieu ve Hoi nghi Bao ve tri an toan Mien Bac, op. cit.*
151. Truong Chinh, «Phap lenh trung tri cac toi phan cach mang», *Hoc Tap*, n° 147, avril 1968, pp. 71-75. Une traduction complète par les services diplomatiques français en RDVN est proposée dans C. Marangé, *Le communisme vietnamien, op. cit.*, pp. 550-558 (annexe 9).
152. Truong Chinh, «Phap lenh trung tri cac toi phan cach mang», articles 3 à 17, pp. 71-74.
153. Le Quoc Than, «Phat huy hieu luc cua phap lenh trung tri cac toi phan cach mang, cung co trat tu an ninh mien Bac» [Faire valoir l'efficacité de l'ordonnance punissant les délits contre-révolutionnaires, renforcer la sécurité au Nord], *Hoc Tap*, n° 147, avril 1968, p. 16.
154. Le Quoc Than, «Phat huy hieu ...», *op. cit.*, pp. 17-18.
155. G. Boudarel, *Cent fleurs...*, *op. cit.*, pp. 260-261.
156. Voir Tran Quoc Hoan, *Mot so van de ve xay dung luc luong cong an nhan dan* [Quelques questions sur l'édification des forces de la Police populaire], Hanoi, Nxb Cong An, (luu hanh noi bo) 2004, cité par C. Goscha, *Vietnam, op. cit.*, chap. V. Nos remerciements à C. Goscha pour nous avoir signalé cette référence.
157. L'affaire CM-12 contre la résistance armée anticommuniste du «Front unifié des forces patriotiques pour la libération du Vietnam» de Le Quoc Tuy, Mai Van Hanh et Tran Van Ba illustre bien cette continuité, voir: Nguyen Phuoc Tan, *Ke hoach phan gian CM-12, op. cit.*
158. N. Werth, «De quelques catégories d'exclusion dans l'URSS des années 1920 et 1930: "Gens du passé" et éléments "socialement nuisibles"», in S. Courtois (dir.), *Une si longue nuit. L'apogée des régimes totalitaires en Europe 1935-1953*, Paris, éditions du Rocher, coll. «Démocratie ou totalitarisme», 2003, p. 51.
159. *Ibid.*
160. Tran Phon, «Nhung ten gian diep biet kich My-Nguy truoc dau, hien o dau?» [Où se trouvent aujourd'hui les espions commandos américano-fantoches d'hier?], *Cong An Nghe An online*, thu sau, 21 août 2009.
161. L'historien-policier Do Van Dung met en avant l'abandon de la terminologie de «crimes contre-révolutionnaires» (*cac toi phan cach mang*) au profit de celle d'atteinte à la sécurité nationale lors de la promulgation du nouveau code pénal de 1985 (voir Do Van Dung, «Ve mot so sac luat va phap lenh...», p. 34).
162. En janvier 2010, l'avocat Le Cong Dinh, l'étudiant Nguyen Tien Trung, Tran Huynh Duy Thuc et Le Thang Long étaient jugés à Ho Chi Minh-Ville à travers un procès spectacle, caricature des procès staliniens d'un autre temps, qui ne manqua pas de susciter les plus vives critiques des blogueurs attentifs à son déroulement.
163. Nguyen Tien Binh, «Phong, chong "dien bien hoa binh" va nguy co "cach mang mau" o Viet Nam» [Prévenir, lutter contre "l'évolution pacifique" et le risque de "révolution de couleur" au Vietnam], *Tap chi Quoc Phong Toan Dan*, septembre 2009, pp. 55-58. Fin décembre 2012, dans la revue théorique du Parti, le PCV mettait en garde ses cadres et l'armée populaire face aux dangers de l'auto-évolution et de leur «auto-transformation» (tu chuyen hoa), le nouvel ennemi invisible logé à l'intérieur du Parti: «"Tu dien bien", "tu chuyen hoa", la co that va nguy hiem khong luong» [«L'auto-évolution», «l'auto-transformation», dangers réels et incalculables], *Tap chi Cong San*, 28/12/2012: <http://www.tapchiconsan.org.vn/Home/Thong-tin-ly-luan/2012/19472/Tu-dien-bien-tu-chuyen-hoa-la-co-that-va-nguy-hiem.aspx> (consulté le 02/01/2013).
164. Phong Uyen, «Doi tuong cua Chi thi so 34» [Les objets de la Directive n° 34], *Thong Luan*, 3 novembre 2009: <http://www.thongluan.org/vn/modules.php?name=News&file=article&sid=4280> (consulté le 3 décembre 2009). Une directive relayée par une mise en perspective historique depuis 1945 dans l'article de Do Van Dung, publié au mois d'octobre 2009 (*art. cit.*), dans lequel l'auteur rappelle, tout en essayant de souligner l'évolution de son traitement juridique, que la figure de l'ennemi intérieur reste incarnée par les «forces contre-révolutionnaires».

ALIÉNOR ANISENSEL

Docteure en musicologie

Le Parti et le patrimoine

Le cas de la tradition musicale du *Ca tru*

Cette contribution à la connaissance du «communisme» dans le Vietnam contemporain, c'est-à-dire à la politique menée par le Parti communiste vietnamien (PCV), s'appuie sur une étude de cas dans le domaine de la politique culturelle. Depuis ma première enquête de terrain en 2003, jusqu'à la dernière effectuée à la fin de l'année 2008 en tant qu'ethno-musicologue, j'ai assisté et été entraînée dans le processus de patrimonialisation d'un art musical méconnu au Vietnam, la poésie chantée *Ca tru*, qui a conduit à son inscription en 2009 sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO nécessitant une sauvegarde urgente. Cette mise en scène du *Ca tru* est d'autant plus étonnante qu'elle fait suite à une marginalisation politique de plus de deux décennies, entre 1954 et 1976, et à un retour difficile au grand jour, l'émergence momentanée du *Ca tru* sous les feux de la rampe de 1978 à 1983 s'étant produite surtout hors du pays, et son activité régulière n'ayant repris à Hanoi qu'en 1991 avec la création du premier club de *Ca tru*.

La politique culturelle menée par le PCV en ce début de XXI^e siècle est à analyser au regard de la réforme de 1986, dite du «Renouveau» (*doi Moi*, littéralement «changer pour faire du nouveau»), par laquelle le Vietnam passe d'une économie planifiée et collectivisée au socialisme de marché; mais aussi, plus récemment, de l'adoption en 2003 de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, ratifiée par les États membres de l'UNESCO, par